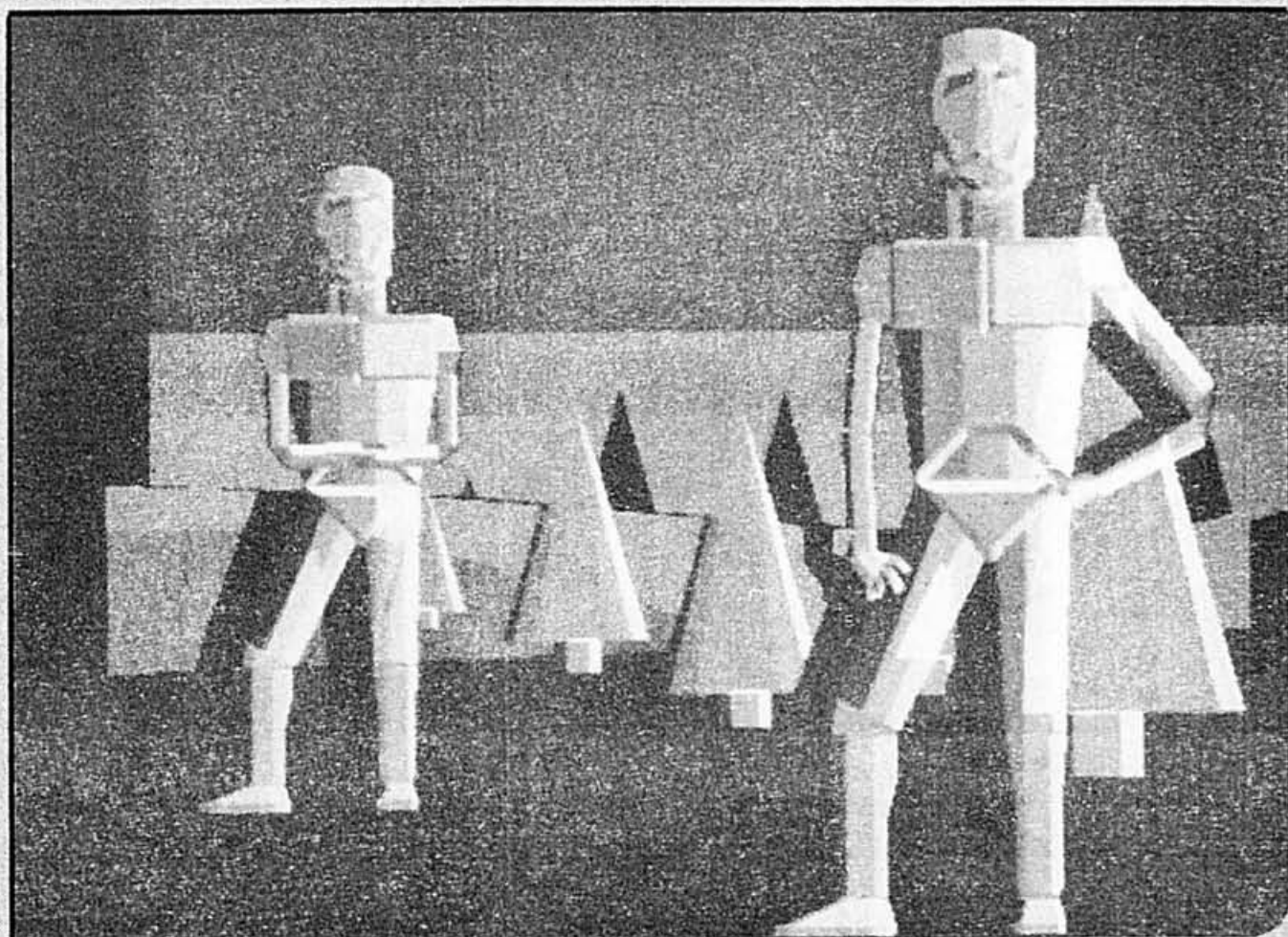


PROGRAMMES D'ORDINATEURS

Le Québec invente...

et
ça
marche!

■ **France:
les
Québécois
sont-ils
ringards?**



**nouvelles
frontières**

PARIS AVION+AUTO

600\$

par personne, base double, départs du 4 mai
au 28 juin 1985.

• Billet Montréal/Paris A/R, transfert en car au centre-ville de Paris.
• CITROËN LNA 11, 3 semaines, toutes taxes et assurances incluses,
livraison au centre-ville de Paris.

INCLUT:

288-4800

1130 a., boul. de Maisonneuve
H3A 1M2

LES PHOTOS DE la presse

Denis Courville



Lorsqu'une rue devient un lac...

Avril, ne te découvre pas d'un fil, recommande le dicton.

Pour nous Québécois, c'est également le temps du dégel, des inondations et, pour certains riverains, le début d'une période de misère.

Ce matin-là (2 avril 1976), LA PRESSE m'a dépêché sur les lieux d'inondations provoquées par la crue de la rivière des Mille-Îles et du fleuve Saint-Laurent, dans la région de Lachenaie. À voir la photo, pas de doute que la situation était dramatique dans la rue Benoit-Lacasse.

Un citoyen à l'humour un peu particulier, constatant que la rue avait disparu sous la nappe

d'eau, a décidé d'appeler les choses par leur nom et d'afficher **Lac Benoit-Lacasse**, au lieu de **rue Benoit-Lacasse**.

Ce détail a attiré mon attention et il ne restait qu'à trouver l'angle.

Fiche technique

Appareil: Nikon F2
Ouverture: 1/125^e à 4
Pellicule: Tri X (400 ASA)



Laval Leborgne

LOGICIELS
MADE IN
QUÉBEC

Quelques coups de maître

Poussière dans le firmament américano-japonais de l'informatique, le Québec n'en compte pas moins un certain nombre de créateurs de logiciels qui se sont taillé une place aux États-Unis, en Europe, en Asie et même au Québec!

« Nous sommes tellement petits sur le marché qu'il nous faut ruer dans les brancards pour percer », explique M. Roger Des Roches, vice-président chez Logidisque, fier de la réussite de cette jeune maison d'édition de logiciels tant au Québec que sur les marchés internationaux.

Des créations originales réalisées ici, à Montréal, à Québec, sont en effet utilisées un peu partout dans le monde. LA PRESSE a rencontré certains de ces créateurs de logiciels qui s'illustrent dans des domaines aussi variés — et peu connus du grand public pour la plupart — que l'apprentissage pédagogique par ordinateur (appelé familièrement a-p-o, dans le milieu), la conception des puces, l'animation (d'images, pas l'animation sociale), la gestion (administration, finances, etc.) d'entreprises et la gestion de projets, la création de logiciels de consommation pour celui qui possède un ordinateur à la maison.

Rendre la machine plus « humaine »

Bien que cet échantillon de créateurs de logiciels ne soit ni exhaustif ni scientifique, il permet de déceler une vision commune à tous : trouver, inventer des façons de rendre la machine la plus « humaine » possible. Et pour y arriver, chacun tente de camoufler le langage informatique des ordinateurs pour permettre à M. Tout-le-monde de les utiliser en leur écrivant, et éventuellement en leur parlant, dans sa langue maternelle.

Cette vision des créateurs et des promoteurs de logiciels, qui s'est imposée dans tous les pays qui participent à l'informatisation de la société depuis 1980, ne les empêche pas par ailleurs de faire aussi tout en leur possible pour monnayer leur savoir. S'il est un domaine où la connaissance intellectuelle peut rapporter beaucoup, c'est bien celui-là.

Pour ce faire, la plupart d'entre eux comptent surtout sur l'exportation de leurs produits. Le Québec n'est tout simplement pas assez gros pour faire vivre les nouveaux entrepreneurs du logiciel.

Une étude récente, le rapport de la « Commission sur l'expansion de l'industrie de l'électronique et du logiciel », révèle que le Québec ne représente présente-

ment que 0,7 p. cent du marché mondial de matériels et de logiciels, marché évalué en 1984 à \$286,3 milliards (américains). Et dans ce minuscule 0,7 p. cent, les logiciels arrivent en troisième lieu, derrière l'industrie des services informatiques et celle du matériel.

Mais la partie n'est pas facile. « Il faut toujours avoir au moins six mois d'avance sur les compétiteurs », souligne M. Guy Montpetit, de Silicart.

Aujourd'hui, les autobus de Singapour se déplacent sur des

horaires *Made in Quebec*, chez « G.I.R.O. » de Montréal; la ville de Wilmington, au Delaware, est administrée sur un logiciel de « Cogebec », une entreprise de l'île des Soeurs; les fabricants de micro-ordinateurs tels Apple, IBM et Fujitsu achètent leur version du langage Logo chez « S.O.L.I. », de Lachine. Les informaticiens d'Amtrack apprennent comment concevoir des logiciels d'une façon scientifique à l'aide du logiciel « Auto-asyst » de la firme Atkinson/Tremblay, de Montréal. Enfin, une fonderie

de la firme Fujitsu fabriquera bientôt au Japon des super-puces de 40 mégahertz conçues chez « Silicart », Place Jacques-Cartier, Montréal, à partir d'un programme créé chez Thinking Machines Corporation, entreprise mise sur pied par les chercheurs du Massachusetts Institute of Technology de Boston.

Mais ces quelques rares réussites, pour spectaculaires qu'elles soient, exigent qu'un certain nombre de conditions soient réunies. Elles sont presque toutes reliées soit à la très grande en-

treprise (IBM, Fujitsu), soit au secteur public, soit enfin à des centres de recherche. De plus, elle répondent à un besoin bien identifié que l'informatique résoud mieux que les techniques existantes.

Comme le dit M. Jean-Yves Blais de G.I.R.O. : « Une personne seule est capable de faire la paye de 15 000 employés; cela lui prendra 6 mois. L'ordinateur fera le même travail en 15 minutes ».

Enfin la dernière de ces conditions préalables à la réussite : se trouver à la bonne place au bon moment. C'est le petit côté « Loto 6/49 » du succès.

Nouveaux produits

Dans quelques semaines, le monde de l'animation pourra découvrir comment concevoir des images par ordinateur, sans rien connaître de l'informatique, grâce à « Miranim », un langage créé par le couple Thalmann de l'Université de Montréal. Des enfants d'une école secondaire de Laval pourront s'initier aux grands principes scientifiques abstraits avec le treuil à piles solaires du professeur Pierre Nonnon, de l'Université de Montréal.

Mais ces deux derniers exemples diffèrent radicalement des précédents : il s'agit d'idées, de produits qui sont encore à la recherche d'un marché. Ou, dit autrement, personne n'a encore acheté ces programmes, et il n'est pas certain qu'ils se vendent.

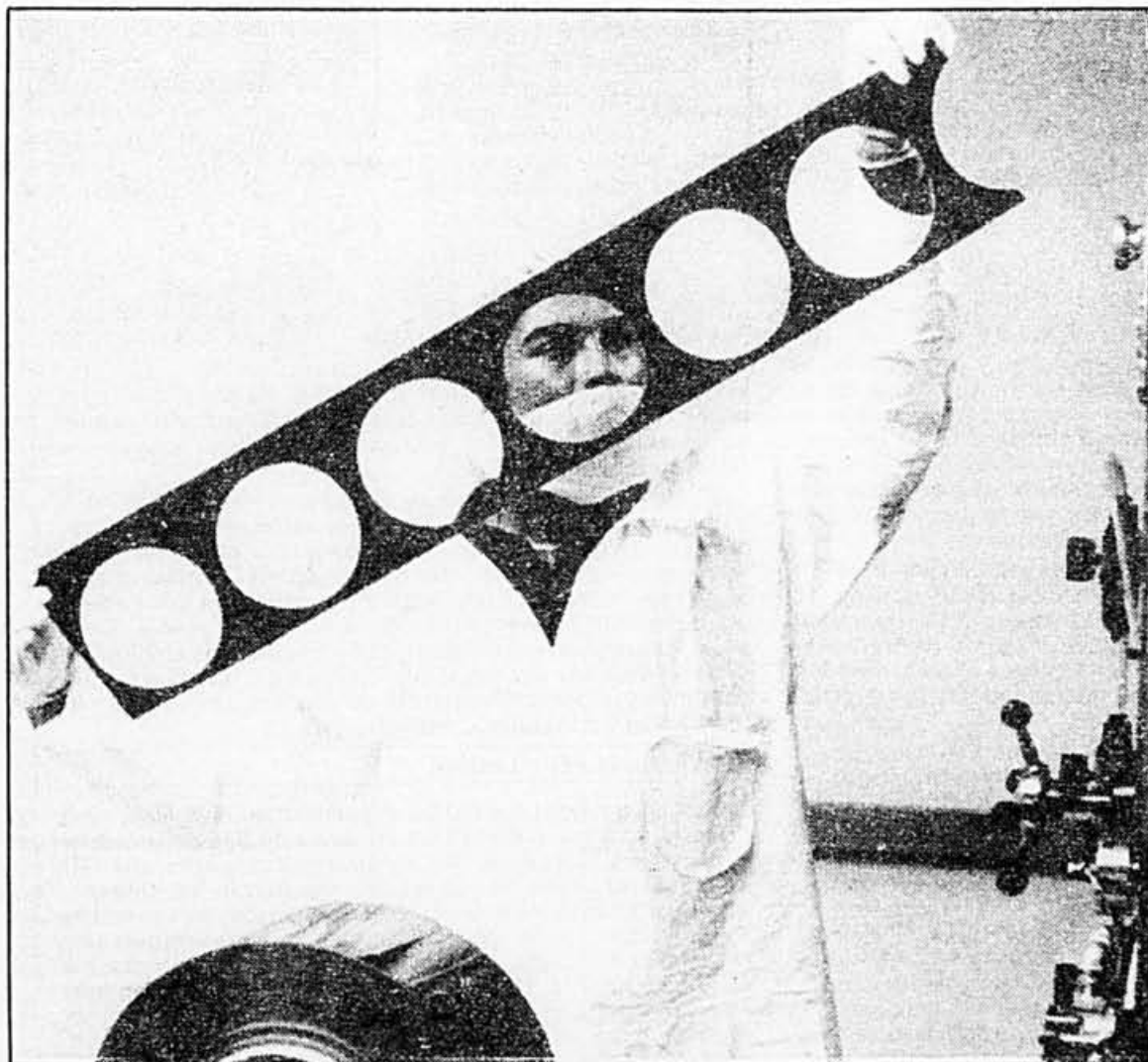
C'est là une des caractéristiques du petit et du grand monde de l'informatique : l'engouement qu'il suscite est tel que des gens y consacrent leurs talents et des milliers d'heures à créer un produit sophistiqué, sans savoir si vraiment quelqu'un va l'acheter.

Mais les deux groupes, les entrepreneurs qui réussissent et les artisans incertains de l'avenir de leur produit, n'en partagent pas moins un certain nombre de convictions, notamment : la dimension mondiale du marché et l'obligation de programmer les ordinateurs de façon à ce que les usagers puissent les utiliser pour le travail, le plaisir ou la formation dans leur langue maternelle.

Enfin, plus personne ne croit maintenant qu'en ce domaine, le Québec doive se cantonner dans la traduction de produits conçus aux États-Unis. □

Page couverture

Les illustrations de la première page sont des œuvres réalisées entièrement avec un ordinateur de taille moyenne, le Vax de Digital Equipment. Cet appareil sert à toute l'école des Hautes études commerciales (HEC) de l'Université de Montréal. De ce fait, Mme Nadia Thalmann et ses élèves (voir l'article en page 10) doivent exécuter leurs œuvres la nuit, parce que l'appareil sert aux autres le jour et le soir.



Les logiciels, ces programmes qui font marcher les ordinateurs, sont enregistrés sur des disquettes de polyester. On voit ici une technicienne d'un laboratoire californien s'assurer de la bonne coupe de ces disquettes.

**LOGICIELS
MADE IN
QUÉBEC**

L'IDÉE DU PROF NONNON

Apprendre par l'ordinateur et le jouet

Le professeur Pierre Nonnon, appuyé pour l'instant par quelques rares amis qui ont foi en son projet, rêve de voir chaque école secondaire équipée d'une «salle de gymnastique de l'esprit scientifique» où les élèves, transformés en petits débrouillards, découvriraient d'eux-mêmes, en jouant, les principes abstraits que leurs professeurs tentent de leur faire apprendre par cœur, et que très peu d'entre eux réussissent à comprendre.

Pour y arriver il compte notamment sur le mariage d'un micro-ordinateur à un pendule, à un train électrique ou encore à une pile solaire.

En jouant avec le train électrique par exemple, les élèves voient sur un écran l'effet d'une modification à la vitesse du train sur la distance parcourue.

«Chaque enfant passe ainsi de la manipulation d'objets très palpables, voire familiers, aux notions abstraites, comme la variable $y = bx$, où y est, dans ce cas-ci, la distance parcourue par le train, b sa vitesse et x la durée du voyage», dit M. Nonnon.

L'originalité de son projet tient bien sûr à son habileté à créer des logiciels qui accou-

plent un micro-ordinateur légèrement modifié à ces différents appareils et traduisent sur écran les effets des modifications que chaque élève effectue sur le système en jouant.

Mais son originalité tient aussi, et peut-être même beaucoup plus, à l'idée maîtresse qui le motive, soit celle de faire appel à la curiosité naturelle des enfants, à leur intuition. «Chaque enfant est capable de découvrir, et de se prouver à lui-même, que oui, la distance est bien égale au temps multiplié par la vitesse d'un objet. Et d'après moi, c'est bien plus amusant pour lui que d'apprendre par cœur la notion abstraite de la variable du type $y = bx$ », explique M. Nonnon.

Une pédagogie à inventer

Malheureusement, cette théorie de l'auto-apprentissage par du «bricolage scientifique» n'est pas encore appuyée par sa pédagogie propre. «On ne sait pas encore trop comment les enfants réussissent à apprendre avec les appareils que nous avons conçus», reconnaît M. Nonnon.

Mais il entend bien trouver des réponses à ces questions avec la collaboration des étudiants de l'école secondaire Saint-Jean, de



photo Jean Goupil LA PRESSE

Le professeur Pierre Nonnon : assimiler des principes abstraits par la manipulation d'objets palpables.

la commission scolaire Chomedey de Laval, qui seront tous appelés à participer à son projet pilote au cours des deux prochaines années.

Dès le début avril, selon le directeur de l'école, M. Benoit Larivière, le professeur Nonnon pourra aménager dans sa «salle d'activités scientifiques» les ap-

pareils qu'il a fabriqués avec ses étudiants à l'Université de Montréal. Il s'agit d'une première à l'échelle du Canada à tout le moins.

La commission scolaire a obtenu une première subvention de \$10 000 du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, pour

l'achat d'un micro-ordinateur Macintosh, pour défrayer une partie de la construction des appareils et les salaires du personnel affecté à cette expérience jusqu'à la fin de la session, en juin.

«Et nous avons une lettre du ministère nous affirmant que la subvention sera renouvelée pour l'année académique 85-86», nous dit M. Larivière.

Une heure par semaine

Le projet prévoit une classe de 25 à 30 élèves ; tous les élèves de cette école secondaire seront conviés tour à tour une heure par semaine. M. Nonnon souhaite qu'il n'y ait pas plus de 5 à 6 élèves à la fois autour d'un appareil, de façon à permettre à chacun d'avoir son tour.

Le professeur de chaque groupe d'élèves participe aussi à cette activité, aidé par un moniteur chargé de gérer les séances.

En plus de tenter de mieux comprendre comment les jeunes apprennent en jouant — leur pédagogie d'apprentissage — ce projet pilote permettra aussi d'apporter aux appareils les améliorations qui seront jugées nécessaires en cours de route. Les élèves pourront suivre cette forme d'apprentissage expérimental dès le mois de mai, selon le directeur de l'école.

Pas de politique de développement

Même si l'Université de Montréal et la commission scolaire Chomedey de Laval sont sur le point de conclure un protocole permettant aux deux institutions d'appuyer le projet d'une façon efficace, même si le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie lui a consenti une modeste subvention, le professeur Nonnon déplore l'absence d'appui financier au développement de ses appareils.

«Comprenez-moi bien ! Il est relativement facile d'obtenir des subventions, des bourses pour la recherche théorique. Mais il n'y a pas d'argent pour perfectionner ces prototypes et les rendre commercialisables», déplore-t-il.

Il est convaincu qu'avec une centaine de milliers de dollars, le pendule, le train, la cellule solaire, et d'autres appareils en préparation pourraient devenir des produits fabriqués en série et vendus dans les commissions scolaires du Québec et éventuellement dans le monde entier.

Pour l'instant, personne ne s'est montré intéressé à financer la phase de développement de ces appareils.

L.B.

PUCE: pour rendre l'école moins «plate»

Peut-on rendre l'école moins «plate»? Peut-on amener les étudiants à aimer à apprendre? Jean-François Desautels, pdg et fondateur de la maison d'édition PUCE, croit que non seulement on peut y arriver, mais qu'on doit le faire, si l'on tient à ce que l'éducation continue à se faire à l'école. «L'apprentissage doit se faire par la compréhension plutôt que par la mémorisation», dit-il.

PUCE c'est «Programmation utilisée et conçue pour l'enseignement», une petite entreprise qui fêtait le mois dernier son deuxième anniversaire. M. Desautels est venu aux logiciels éducatifs par le biais de l'édition de livres pour enfants, et de leur exportation en Europe et en Amérique du Sud, pour le compte de son ancien patron, les Éditions Hurtubise HMH.

Pour lui et ses associés, Françoise Morin, Lise Ouellet et Isabelle Quentin, la pédagogie passe avant l'informatique. «Il y a trois phases dans la production d'un logiciel: l'auteur le conçoit, l'éditeur pédagogique l'adapte et le programmeur le réalise», dit-il. D'ailleurs aucun d'entre eux n'est informaticien. Cela n'a pas empêché PUCE de vendre des didacticiels (des programmes d'ordinateurs conçus pour l'enseignement) en France, en Espagne et plus récemment aux États-Unis.

Comment une si jeune entreprise peut-elle vendre des programmes aux Américains? «Parce que ces derniers, tout comme les Français ou les Québécois, en sont encore à l'enseignement axé sur la mémorisation et l'exercice, le drill and practice, un concept de base que je juge inefficace», dit-il. C'est ce qui explique selon lui pourquoi il y a encore très peu de didacticiels américains conçus pour dé-

velopper la compréhension de l'élève. Et aussi pourquoi les étudiants du secondaire semblent apprendre de moins en moins bien ce que l'on tente de leur enseigner selon cette seule méthode.

M. Desautels est convaincu que l'élève va s'intéresser à n'importe quelle matière si le programme utilisé sur l'ordinateur lui permet de jouer, d'explorer, d'apprendre à sa manière, à son rythme. «Un bon didacticiel comprend peu ou pas de texte, offre une simulation sur écran que l'élève peut modifier lui-même pour faire différents essais. C'est aussi un programme qui permet à l'étudiant de revenir en arrière, de poser des questions. Enfin, c'est un programme doté d'une importante quantité de données en mémoire et facilement accessibles», explique-t-il.

Le syndrome Félix Leclerc

Depuis sa fondation, PUCE exporte entre 70 et 80 p. cent de ses didacticiels. Ce fait est en partie dû à la politique de l'entreprise, mais aussi aux difficultés auxquelles elle fait face dans la vente de ses produits ici même, au Québec. «On dirait que le logiciel est lui aussi victime du syndrome Félix Leclerc: aussi longtemps que nous ne sommes pas reconnus en France, personne au Québec ne s'intéresse à nous», déplore M. Desautels. Il espère traverser cette barrière en partie grâce au prix Apple France que vient de remporter un des derniers-nés de PUCE, Photo. Ce programme se veut un cours-laboratoire de photographie «qui évitera à l'utilisateur les déceptions amères et coûteuses du gaspillage de la pellicule», dit entre autres le catalogue du PUCE.

De jeunes pirates qui ont bien tourné

**LOGICIELS
MADE IN
QUÉBEC**

« **L**e piratage, aujourd'hui, je suis contre parce que c'est devenu une opération commerciale pratiquée sur une grande échelle », explique Marc-Antoine Parent. Ses deux amis, Vincent Côté et Charles Leborgne (le fils du sous-signé) l'écoutent.

« Lorsqu'on a appris à craquer des programmes, on avait 15 ans, on faisait ça pour le plaisir, pour épater nos amis et leur donner des copies gratuites. Mais les choses ont bien évolué, poursuit-il. Il y a des commerces qui louent \$10 pièce des logiciels débarrés qui valent \$50, \$100. Dernièrement, j'ai appris que Mégatexte (un logiciel de traitement de texte pour enfants) auquel Vincent a collaboré est rendu en location: il ne recevra plus un sou, ça n'a aucun bon sens! »

Marc-Antoine Parent a dix-huit ans, tout comme ses deux copains d'ailleurs.

Ce sont des autodidactes de l'informatique, des hackers, comme ils se nomment eux-mêmes. On sait maintenant qu'ils sont quelques milliers comme ça, notamment aux États-Unis et au Canada, de ces jeunes qui ont appris d'eux-mêmes à se servir d'ordinateurs, à les contrôler, à les modifier et à les programmer.

Un magasin-école

Marc-Antoine a été le premier des trois à goûter à la programmation. À 12 ans sa mère lui a acheté une machine à calculer qui, ô surprise, était programmable. À 14 ans, il devient le membre le plus jeune du Club Apple de Montréal. « À l'époque, c'était des vieux de 25 à 45 ans qui étaient membre de ce club-là », dit-il, sur un ton de peine moqueur.

Lui, comme la plupart des autres mordus de la micro de Montréal, a fréquenté la seule véritable école d'informatique d'alors, le magasin Futur Byte, situé square Philipps, à Montréal. Ce commerce a été pendant longtemps le seul magasin du genre au Québec.

« C'est là qu'on a appris à pitonner, qu'on a consulté nos premiers livres, tous en anglais, naturellement », se rappelle-t-il. Les livres en français viendront plus tard.

« Comme on n'avait pas un sou et que les programmes coûtaient cher, on a commencé à pirater. En premier je ne craquais pas,



photo Robert Mailloux LA PRESSE

Deux hackers, Vincent Côté et Charles Leborgne qui sont devenus d'habiles programmeurs par le biais du piratage.

les programmes, je ne faisais que les copier. Mais petit à petit, avec Vincent, j'ai appris à les craquer. C'était vraiment passionnant de pouvoir réussir à décoder la protection et à l'effacer complètement », se rappelle-t-il.

Célébrité instantannée

Mais un hacker c'est aussi un programmeur. À l'été 82, M. Louis-Philippe Hébert, un ami de son père et président-fondateur de Logidisque, lui demande de créer un logiciel. À l'automne, lors du lancement de Tétards, le programme en question, c'est la célébrité instantannée.

« Fallait voir la tête des autres lorsque les caméras de télévision s'amenèrent en classe », se rappelle Vincent. « Nous étions en secondaire V, à ce moment-là, et personne ne comprenait le pourquoi de tout ce remue-ménage ».

Mais Tétards n'a pas duré longtemps. « En moins de six mois, ce jeu était dépassé. Il n'était d'ailleurs pas de très grande qualité », reconnaît-il aujourd'hui. Ils ont quand même

gagné \$750 chacun en droits d'auteur du fruit de leur création.

Par la suite, Vincent Côté et d'autres amis — dont Isabelle Faucher et Viviane Lefay — ont réalisé leur premier traitement de texte, Mégatexte, un programme de lettres de trois centimètres de hauteur, pour les petits enfants, publié chez Québec. Ce logiciel a remporté un tel succès que Vincent Côté et ses camarades ont reçu environ \$2 500 en droits d'auteur jusqu'à maintenant.

Battre les pirates

Charles Leborgne lui s'est acheté un très petit ordinateur (le Vic 20, de Commodore) à 14 ans, avec de l'argent gagné en effectuant du décapage pour le compte de... son père. Même s'il ne comprenait pas un mot d'anglais, il s'est passionné tout de suite pour le fonctionnement de cet appareil. Et tout comme avec les trains électriques précédemment, il s'est mis à démonter l'ordinateur, à le modifier, en plus d'apprendre à lui parler en langage machine et... à se faire

des amis, dont certains qui partageaient son plaisir.

De fil en aiguille, il en est arrivé à se mettre dans la tête de battre les autres pirates à leur propre jeu. « Pour le plaisir de la chose, avant tout », dit-il. Et il a conçu un programme de protection qu'il dit « absolument incopiable et incraquable, à moins de modifier l'appareil, et encore là... ».

Aucun des logiciels qui copient les logiciels n'a encore réussi à copier un logiciel protégé par Charles.

Et jusqu'ici, personne n'est encore arrivé à craquer sa protection. Des amis à lui s'emploient actuellement à vendre ce produit aux États-Unis et au Canada.

Marc-Antoine, Vincent, Charles poursuivent présentement leurs études au cégep. Mais il leur arrive parfois de les négliger un peu, pour pitonner ou encore pour déboguer un programme de leur cru.

Sans parler du temps que Charles doit consacrer pour expliquer à son père les mystères de l'informatique. L.B.

Petit lexique

■ **PIRATER**: action de copier ou de craquer un programme, préférablement un programme qu'un ami vous prête. De cette façon, vous n'avez même pas à payer ce programme. Il ne vous en coûte que le prix de la disquette sur laquelle vous enregistrez votre copie. À \$2 et moins la disquette vierge, il vous suffit de vendre une ou deux copies à \$5 ou \$10 chacune pour entrer dans vos frais.

■ **PROTECTION**: programme qui doit empêcher un autre programme ou un programmeur de pirater un produit. Il s'agit d'instructions en code que seul l'auteur est supposé comprendre.

■ **COPIER**: faire une copie d'un logiciel sans en effacer la protection, c'est-à-dire copier le programme et sa protection.

■ **CRAQUER**: trouver la protection et l'enlever, rendant ainsi la disquette copiable par n'importe qui, même par quelqu'un qui ne connaît rien en informatique.

■ **DÉBARRER**: synonyme de craquer.

■ **PITONNER**: travailler au clavier de l'ordinateur.

■ **DÉBUGGER**: de l'américain « bug », au sens propre, bibitte; au figuré, difficulté, problème. En informatique, trouver et corriger le ou les défauts, faiblesses, défaillances d'un programme.

**LOGICIELS
MADE IN
QUÉBEC**

L'INFORMATISATION DES RÉSEAUX D'AUTOBUS

Des horaires pour Singapour... conçus au Québec

C'est en partie grâce aux difficiles relations entre les chauffeurs d'autobus et leurs employeurs que les autobus de Singapour, de Los Angeles, de New York, entre autres, roulent maintenant avec des horaires conçus ici-même à Montréal par G.I.R.O. — le Groupe d'informatisation et de recherche opérationnel.

Les horaires des chauffeurs d'autobus, ainsi que les horaires des autobus, voilà deux questions auxquelles les gens de Montréal et de Québec ont été sensibilisés par les conflits de travail. Les questions « d'amplitude », par exemple, ont été au centre de disputes majeures entre les syndicats de chauffeurs et leurs employeurs, la CTCUQ et la CTCUM.

Si G.I.R.O. est aujourd'hui une des deux plus importantes entreprises au monde de logiciels pour les transports en commun, c'est aussi un peu parce que M. Jean-Yves Blais — son président

et fondateur — s'est trouvé à la bonne place au bon moment.

Au début des années 70 la CTCUQ voulait examiner les effets que certaines modifications à la convention collective, en ce qui a trait aux horaires, pourraient avoir sur le service et sur le personnel requis. Elle s'est adressée au Centre de recherches sur le transport de l'Université de Montréal.

Et c'est là qu'entre en scène Jean-Yves Blais. Étudiant en maîtrise en informatique, il est appelé à développer un premier programme qui dit à l'ordinateur d'effectuer les calculs re-

quis pour répondre aux questions que se pose la CTCUQ. Ce programme s'appellera H.A.S.T.U.S. — Horaire et assignations d'un système de transport urbain et semi-urbain —, que tous prononcent astuce, naturellement.

Ce premier programme développé au Centre de recherches sur le transport traite les problèmes en gros, d'une façon macroscopique. Il ne règle par les détails des horaires des chauffeurs, ni celui des autobus. Par la suite, d'autres transporteurs publics se montrent inté-

ressés et demandent au Centre de poursuivre la recherche.

Au début des années 80, Jean-Yves Blais, qui a depuis terminé son doctorat en informatique, décide de fonder G.I.R.O. et de se lancer en affaires, avec la bénédiction du Centre de recherches sur le transport. « La commercialisation et le développement de produits ne fait pas partie de notre mission, d'expliquer M. Jean-Marc Rousseau, le directeur du centre, mais nous sommes très fiers d'être associés à une réussite commerciale comme celle-là ».



photo Réal Saint-Jean, LA PRESSE
Jean-Yves Blais, fondateur de G.I.R.O.

Depuis la création de H.A.S.T.U.S., baptisé H.A.S.T.U.S-macro, G.I.R.O. a développé en partie seul, en partie de concert avec le Centre de recherches sur le transport, H.A.S.T.U.S-micro, qui s'occupe des horaires des chauffeurs et H.A.S.T.U.S-bus. Cet ensemble de programmes a remporté un tel succès que G.I.R.O. s'est mis à en vendre partout dans le monde. Et l'entreprise est devenue un des fleurons de l'industrie québécoise du logiciel.

« Les transporteurs québécois reçoivent H.A.S.T.U.S. gratuitement, d'expliquer M. Blais. Nous ne leur facturons que nos frais et les modifications qui nous sont parfois demandées. Nous considérons que ces programmes ont pu être réalisés avec des fonds publics québécois : le Québec n'a donc pas à payer une deuxième fois. »

Pour les ventes à l'étranger, G.I.R.O. est loin d'oublier le Centre de recherches sur le transport dans son succès. En vertu d'une entente intervenue récemment, G.I.R.O. verse des redevances au centre pour lui permettre de poursuivre d'autres recherches. En gros, cette entente rapporte entre 5 et 30 p. cent au C.R.T. de l'Université de Montréal, selon que G.I.R.O. vend l'un ou l'autre des éléments du système.

Selon M. Blais, le plus important compétiteur de G.I.R.O. est présentement S.A.G.E. de Toronto. « Notre compétiteur est arrivé deuxième pour les contrats de New York et de Singapour », souligne avec une certaine fierté M. Blais. **L.B.**

Quand Amtrack appelle Montréal...

À quelle aune mesure-t-on le succès dans le domaine du conseil à la conception et à l'implantation de systèmes informatisés? Au nombre et aux noms des clients québécois qui font appel à vos services, bien sûr. Mais aussi, et peut-être beaucoup, à la réaction des grandes firmes américaines.

« Amtrack, son siège social à Washington, est venu nous chercher », souligne, non sans une pointe de fierté M. Normand Tremblay — Madelinot perché dans une tour du centre-ville — qui est un des partenaires de la maison « Atkinson, Tremblay et associés incorporée » — ATAI.

Agée d'à peine 5 ans, cette entreprise de consultation en informatique compte une cinquantaine de professionnels à son emploi. Elle n'est donc ni la plus grosse au Québec — cette particularité revient à « DMR » (Ducros, Meilleur, Roy et associés, qui compte plus de 700 employés répartis dans plusieurs bureaux), ni la plus petite.

ATAI se targue par contre d'être une des trois entreprises du genre en Amérique du

nord à avoir informatisé... l'informatisation. « Nous montrons aux ingénieurs en informatique, aux gestionnaires et aux autres professionnels comment concevoir des logiciels requis pour l'informatisation de leurs entreprises », dit M. Tremblay.

Cette formation, ATAI la dispense maintenant sur micro-ordinateur IBM avec un programme (un logiciel) appelé Auto-Asyst, qui fonctionne en anglais ou en français.

La firme a traduit en logiciel les quatre livres d'Instruction qui servent de base aux cours de formation en informatisation qu'elle dispense et ce, au coût de \$1 million en frais de recherche et de développement, dont une subvention de \$400 000 du gouvernement fédéral.

La cabane à chien

Avant de créer ce logiciel qui sert à créer d'autres logiciels, ATAI avait développé Asyst, que M. Tremblay qualifie de méthode scientifique de développement de systèmes informatisés. « Ça fait plus de 20 ans qu'on improvise. On parle même de struc-

ture spaghetti pour décrire certains programmes. Nous avons développé une programmation plus structurée, plus logique », soutient M. Tremblay.

Pour y arriver ATAI a traité la conception de systèmes informatisés avec la même logique employée pour la construction de grands projets, comme le stade olympique, et de petits projets, comme la construction d'une cabane à chien par un bricoleur.

Même s'il n'en est pas conscient, le bricoleur procède généralement en trois étapes, soit celle de l'analyse fonctionnelle, celle de l'analyse organique et enfin celle de la réalisation, dit M. Tremblay.

À la première étape, le bricoleur étudie le genre de cabane qu'il lui faut, à partir du genre de chien qu'il a, des désirs de sa famille et de ses moyens financiers. La deuxième étape consiste à dessiner le plan de la cabane, la troisième à acheter les matériaux requis et à la construire.

On l'a vu, c'est un peu plus compliqué pour le stade

olympique, ou pour un projet de construction de maison, mais c'est le même genre de logique qui doit être suivi. ATAI a donc développé un programme qui permet de suivre sur écran les trois phases requises pour arriver à l'informatisation totale ou partielle d'une entreprise ou encore l'analyse, la conception et la réalisation d'un grand projet.

Auto-Asyst, et tout ce qui l'accompagne, coûte environ \$9 000, sans compter l'ordinateur et ses appareils périphériques.

Ce n'est donc pas à la portée de M. Tout-le-monde. Ça ne lui est d'ailleurs pas destiné. Mais rien n'empêche qu'à partir d'un produit conçu pour les besoins des entreprises, on en arrive parfois à développer un logiciel qui convienne à tous et chacun, à un prix abordable. C'est un peu ce qui s'est produit par exemple avec les appareils à traitement de texte développés par AES il y a dix ans. On trouve aujourd'hui des logiciels de traitement de texte — comme Traitexte et L'Écrivain public — pour à peine une centaine de dollars. **L.B.**

Cogebec vise les grandes villes du monde

L'administration municipale, le service de police et bientôt la Cour municipale, le monde des affaires urbaines donc, s'informatise. Les ordinateurs peuvent faire tout cela, bien sûr, à la condition de disposer d'un ou de plusieurs informaticiens de génie capables de comprendre à la fois le langage de l'ordinateur et la gestion municipale. Mais comme ce genre d'homme-orchestre ne court pas les rues, on en arrive rapidement à la conclusion qu'il faut des programmes rédigés en français ou en anglais, dans les termes usuels de l'administration municipale.

L'ordinateur, grâce à sa rapidité, effectue alors la traduction quasi-instantanément dans un langage qu'il connaît, le langage « machine ». Et une fois les logiciels conçus selon les règles de l'art de la gestion et de l'informatique, il faut trouver une municipalité qui veut bien utiliser votre produit, plutôt que celui d'un autre.

Le succès dans la vente de ce produit ultra-spécialisé passe souvent par l'association avec une grande multinationale. La firme Cogebec, de l'île des Soeurs, est à ce titre un modèle du genre. Depuis 1971, ses conseillers en gestion municipale sont aussi distributeurs des ordinateurs de bureau de la compagnie Wang pour le Québec et l'Ontario. De la distribution de l'appareil à la conception de logiciels de gestion municipale fonctionnant sur cet appareil, il n'y a qu'un pas, vite franchi.

Dès 1977 les dirigeants de Cogebec ont entrepris de développer des programmes de gestion qui permettent au personnel en place d'utiliser l'ordinateur sans avoir à devenir pour autant des informaticiens. Leur premier « client » a été la ville de Vaudreuil: contrat de \$60 000. Il a surtout été l'occasion pour ce pionnier montréalais de l'informatique municipale de développer ses premiers programmes et de les améliorer, en tenant

compte des réactions des usagers.

Des programmes faits sur mesures

Petit à petit, de Vaudreuil à Chambly, à St-Hilaire, à Saint-Louis de Terrebonne, le grand livre, les comptes payables, la conciliation bancaire, les achats, la paye, les comptes de taxes ont été traduits en programmes d'ordinateur et standardisés selon les normes québécoises de gestion municipale.

« On s'est vite rendu compte que nous pouvions à partir de programmes faits sur mesure pour chacune des municipalités développer un programme plus souple, facilement adaptable aux particularités de chacune », de dire M. Ledoux, dirigeant de Cogebec.

Exemple pratique: le talon des chèques de paye est attaché tantôt à droite, tantôt en bas, tantôt en haut du chèque, chaque administration municipale ayant fait son choix. « Notre module qui commande l'impression des chèques s'adapte au choix du client », indique M. Ledoux.

Comme le Québec compte peu de municipalités, dès 1980, Cogebec s'est essayé aux États-Unis. Et d'après M. Ledoux, ses logiciels de gestion pour des municipalités de moyenne importance — de 500 000 habitants et moins — connaissent un vif succès outre-frontière. Jusqu'ici plus de 40 municipalités américaines, à commencer par Wilmington, dans le Delaware, se sont achetées ces systèmes dont le coût oscille entre \$150 000 et \$300 000 (US). « Dans chaque cas, note M. Le-

doux, nous devons former le personnel aux nouvelles procédures, parfois même leur apprendre de nouvelles méthodes de gestion. Dans certains cas, il nous faut jusqu'à six mois avant que tout soit en place. »

Cogebec vise des ventes de 20 à 25 systèmes par année, aux États-Unis. « Nous remportons tellement de succès aux États-Unis que bien des gens au Québec sont convaincus que nous sommes une entreprise américaine avec un bureau à Montréal », de dire M. Ledoux. L'entreprise espère déborder l'Amérique du Nord: ses services pourraient être utilisés prochainement en Australie et en Irlande.

Ce genre de produits requiert une mise à jour constante et des modifications demandées par

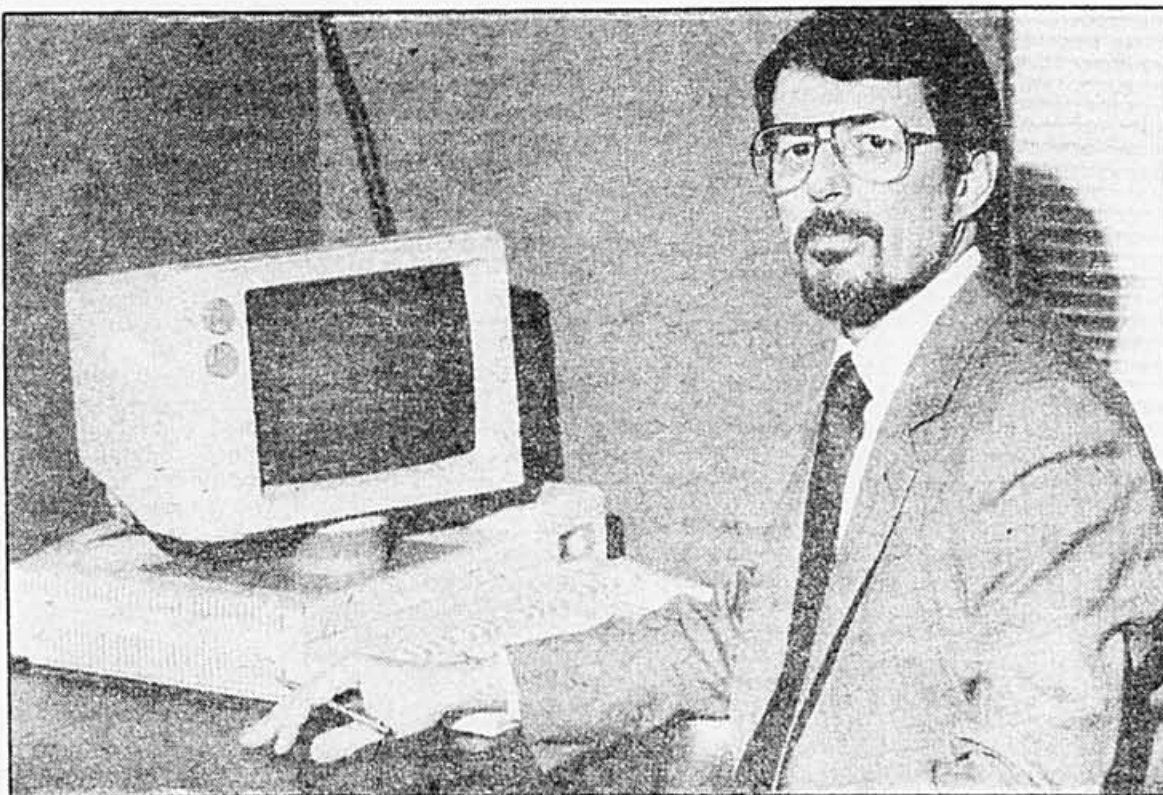
les usagers. Pour répondre à cette demande, Cogebec emploie présentement 12 programmeurs, pour la plupart des diplômés de cégep. Leur salaire: \$30 000 par année en moyenne. « Et deux fois par semaine, de souligner M. Ledoux, un professeur vient améliorer leurs connaissances en anglais, puisqu'ils doivent écrire en anglais pour nos clients américains ».

Un Sherlock Holmes informatique

Cogebec a de plus développé et lancé son système de gestion et d'information policière appelé Pro-Tek. Ce système permet de trouver l'ensemble des criminels fichés qui utilisent un mode d'opération donné, à partir de quelques indices. Ce système, le premier du genre en Amérique du Nord, selon le président de Cogebec, permet aussi de découper et de coder le territoire, de garder en mémoire les particularités de chaque subdivision, et d'identifier le ou les policiers les plus aptes à se voir confier une tâche donnée. Pro-Tek utilise le jargon policier plutôt que le langage des informaticiens. Ce programme convient aux municipalités qui emploient entre 50 et 350 personnes.

Le grand projet de Cogebec: s'attaquer à des villes comme Montréal, Paris, Londres. Pour ce faire, l'entreprise a offert de créer un tel système pour le SPCUM — le Service de police de la CUM — en collaboration avec deux grandes entreprises, Cosigma (la branche informatique de Lavalin) et les Entreprises Bell. M. Ledoux et ses partenaires attendent la décision des autorités de la Communauté urbaine de Montréal.

M. Ledoux espère aussi garder l'initiative dans le domaine encore peu exploré de l'informatisation des tribunaux. Pour l'instant, Cogebec en est au développement d'un projet-pilote à la Cour municipale de Greenfield Park, sur la Rive-Sud de Montréal.



M. Robert Ledoux, de la firme Cogebec, spécialisée dans l'informatisation des affaires municipales. Après avoir conçu des logiciels pour les finances municipales et pour la recherche policière, Cogebec se prépare à créer des programmes pour l'informatisation des tribunaux.

photo Jean Goupil LA PRESSE

**LOGICIELS
MADE IN
QUÉBEC**

UNE INNOVATION MONDIALE

Une super-puce conçue dans le Vieux-Montréal



M. Guy Montpetit, pdg de Silicart

photo Pierre McCann, LA PRESSE

« Il y a longtemps déjà, j'ai décidé que c'est plus intéressant d'être dans le train que de faire partie du troupeau qui le regarde passer », se plaît à dire Guy Montpetit, le président-fondateur de Silicart.

Sa vie est une suite ininterrompue de démarches qui montrent bien qu'il vit ce qu'il dit. Aujourd'hui, il s'attaque au marché mondial des semi-conducteurs de silicium mieux connus au Québec par leur surnom, les puces, qui forment pour ainsi dire l'âme des ordinateurs.

Pourquoi ? « Parce qu'il y a là un marché de \$35 milliards (américains) et qu'on prévoit qu'il atteindra \$90 milliards dans trois ans. Parce qu'il y en a déjà des centaines de millions de puces un peu partout, dans les montres, les fours à micro-ondes, les laveuses, les automobiles, les magnétoscopes ».

Qui achète des puces en si grandes quantités ? « Disons par

exemple qu'un des fabricants japonais de produits électroniques décide de mettre sur le marché une nouvelle famille de magnétoscopes. Supposons que chaque appareil requiert trois puces. Comme il doit fabriquer au départ environ 1 000 000 de ces appareils juste pour garnir les tablettes des magasins qui vont le vendre, il lui faut donc 3 000 000 de puces en partant », explique Montpetit.

Comment peut-il croire que c'est chez Silicart, Place Jacques-Cartier, dans le Vieux-Montréal, que les multinationales de l'informatique vont acheter leurs puces ? « Parce que j'ai au moins six mois d'avance sur les concurrents », répond-il, en soulignant que c'est la seule façon de réussir dans ce milieu où la compétition est féroce, les enjeux mondiaux.

Pour le moment, il est convaincu de réussir très bientôt, puisqu'il a conclu récemment une entente avec Fujitsu, le nu-

méro un de l'informatique au Japon — où il devance même IBM — pour la fabrication sous licence d'une « super-puce » que lui et son équipe ont conçue à leurs bureaux de la Place Jacques-Cartier.

Le pdg de Silicart est aussi un propagandiste enthousiaste de ce qu'il appelle « la culture informatique ». Il se dit fermement convaincu que l'introduction de micro-ordinateurs de plus en plus puissants dans les foyers, va développer une culture différente, une façon plus dynamique, moins passive de penser, de créer.

À la recherche d'une pensée poétique

Ce côté philosophe de l'homme d'affaires, il l'a développé très tôt dans sa vie en se lançant en psychanalyse. Tout jeune, il est parti à la recherche d'une pensée « un peu plus poétique que celles qu'ont développées saint

Thomas d'Aquin et Freud ». Et comme certains disciples de l'époque du Christ, il a tout laissé pour aller suivre un gourou dont les idées sur la psychologie de l'enfance le fascinaient, Jean Piaget à Genève.

« En 1962, raconte-t-il, j'ai quitté mon poste de professeur à l'École normale Jacques-Cartier, j'ai vendu mon char, mes livres, tout, et je suis allé frapper à sa porte. Après avoir écouté mon histoire, il m'a offert du travail pour quelques semaines. Il m'a engagé à mi-temps, m'a payé l'équivalent du quart de temps et j'ai travaillé à plein temps. En 1968, Seymour Papert, celui qui est considéré comme le grand gourou de l'informatique au fameux Massachusset Institute of Technology (MIT), qu'il a connu chez Piaget, l'invite à faire partie de son équipe. Jusqu'en 1971, Montpetit voyagea entre

Montréal et Boston. Au MIT, il participe avec d'autres à la recherche et au développement du langage Logo, à Montréal, il gagne beaucoup d'argent comme conseiller auprès d'entreprises et d'agences de publicité qui désirent commercialiser un produit.

Dès 1974, Montpetit est convaincu que l'on se dirige vers une société où chacun aura son ordinateur personnel. Avec \$10 000 qu'il emprunte à des parents, il fonde alors la Société générale Tortue. Il obtient \$17 000 en subventions de Québec et d'Ottawa, puis conçoit, développe et fabrique le premier mini-ordinateur québécois, le « TT 2500 ».

« Nous en avons vendu pour \$400 000 par année, dans les bonnes années. Le modèle le plus sophistiqué se vendait alors \$18 000. Le Journal des débats de l'Assemblée nationale est fait avec cet ordinateur. Plus récemment encore, TV Hebdo en a acheté ».

Montpetit s'est retiré de l'entreprise il y a quelques années déjà. On le retrouve en 1980, alors qu'il fonde Soli avec Seymour Papert et quelques autres associés. (Voir texte ci-contre)

Vers la super-puce

En février 1984, Montpetit fonde Silicart. Cette nouvelle aventure est le fruit d'un échange d'idées entre des collègues du MIT, qui ont mis sur pied Thinking Machines Corporation, Gilbert Paquette, alors titulaire du ministère de la Science et de la Technologie et de Montpetit.

Le groupe de Thinking Machines Corporation, dirigé par Marvin Minsky et Daniel Hillis, poursuit des recherches sur l'intelligence artificielle, ces ordinateurs du futur que l'on dit de la cinquième génération. Chemin faisant, ils constatent que pour y arriver il faut trouver des moyens de concevoir plus rapidement des semi-conducteurs d'une plus grande capacité. Et ils imaginent une façon de réussir cette étape, en créant un programme original de conception assistée par ordinateur. Ils n'entendent pas du tout commercialiser eux-mêmes cette idée. Une telle démarche les éloigneraient

Soli produit la « Cadillac des Logos »

Modèle de réussite, si l'on en juge par son chiffre d'affaires, Les systèmes d'ordinateurs Logo inc. (aussi appelé SOLI) de Lachine, en banlieue ouest de Montréal, est une des plus prospères entreprises de logiciels du Québec. Selon un de ses principaux actionnaires, M. Guy Montpetit, elle a réalisé un chiffre d'affaires de \$5 millions en 84.

L'entreprise compte 60 employés, et ne vend que des connaissances intellectuelles. Cette pme ne fait rien d'autre en effet que d'adapter le langage Logo à différents micro-ordinateurs.

Si l'on en juge par la liste de ses actionnaires, soit la corporation Campeau, le groupe Alexis Nihon, M. Montpetit déjà nommé et M. Seymour Papert du MIT, SOLI de Lachine, P. Q., n'est pas une entreprise artisanale.

Enfin, si l'on en juge par son produit, le langage Logo, l'entreprise n'est pas vraiment québécoise. Elle serait plutôt le fruit de la rencontre de deux des grands esprits de ce siècle, Jean Piaget, du Centre d'épistémologie génétique de Genève, à qui l'on doit d'importants progrès dans notre compréhension de la façon dont les enfants acquièrent des connaissances et Seymour Papert, fondateur du laboratoire d'intelligence artificielle de MIT, qui encore aujourd'hui est perçu comme un des grands maîtres de l'informatique.

À partir des travaux de Piaget, « de ces idées concernant l'énorme capacité d'apprentissage sans enseignant des enfants », Papert a décidé, comme il dit, « de créer un langage qui permet à l'enfant de contrôler l'ordinateur ».

De cette idée maîtresse est née le langage Logo.

Lorsqu'est venu le temps d'exploiter commercialement ce langage, Papert et Montpetit ont fondé SOLI, en septembre 1980.

En 82-83, SOLI sortait ces deux premiers programmes, Apple Logo et Atari Logo.

La liste des clients de SOLI se lit maintenant comme le carnet mondain des fabricants de micro-ordinateurs : IBM PC, FM Logo (fabriqué par Fujitsu au Japon), Professional 300 (de DEC, aux USA), NEC (Japon), Sinclair (Angleterre), Thomson-Brandt (de France) et Smart Logo pour l'ordinateur Adam, de Coleco.

La version anglaise pour le Macintosh (de Apple) est terminée et la version française doit sortir en septembre. Enfin, SOLI prépare une version pour la nouvelle vague de micro-ordinateurs japonais, vague qui n'a pas encore atteint les plages nord-américaines.

Ce qui distingue SOLI cependant ce n'est pas que l'entreprise puisse concevoir des langages Logo pour différentes marques d'ordinateurs. C'est plutôt qu'elle les vend directement à chacun des fabricants. Ces derniers deviennent co-propriétaires du produit, en font eux-mêmes la commercialisation et s'entendent pour verser des redevances à SOLI selon le nombre d'exemplaires vendus.

Pourquoi ce logiciel reçoit-il un appui aussi universel ? Sans doute en grande partie, comme le souligne l'entreprise, parce que les versions du langage qu'elle a développées sont perçues comme les « Cadillac des Logos » (selon la revue Byte), par comparaison aux versions développées par d'autres entreprises. Mais peut-être un peu aussi parce que le fondateur et conseiller de SOLI est Seymour Papert.

* C'est aux Éditions Turgeon, de l'avenue du Parc, que s'adresseront surtout les commissions scolaires du Québec pour l'achat de leur langage Logo.

SOLI n'était pas dans la course, sa version française n'étant pas encore prête au moment des appels d'offres.

Micro-Tempus : presque une histoire de loterie

**LOGICIELS
MADE IN
QUÉBEC**

→ de leur objectif, explique Guy Montpetit, objectif qui est de créer un programme qui apprend à partir des travaux des usagers, qui développe sa propre expérience.

Et c'est ainsi que Silicart obtient une subvention de \$4 millions du Québec, que lui a accordé M. Gilbert Paquette, alors ministre de la Science et de la Technologie, une subvention de \$1,5 million d'Ottawa, subventions qui permettront à Montpetit de verser \$4,5 millions à Thinking Machines Corporation et de conclure avec cette dernière une entente moitié-moitié sur les bénéfices éventuels. Guy Montpetit dit avoir mis \$1,5 millions de son propre argent dans cette entreprise.

Moins d'un an plus tard, Silicart en se servant du « compilateur de silicium » de Thinking Machines Corporation, conçoit sa première « super-puce », une puce d'animation graphique — la première du genre au monde, affirme Montpetit — qui en plus fonctionne à une fréquence (vitesse) de 40 mégahertz.

« La plupart des puces fonctionnent à 5 ou à 8 mégahertz. La production en série d'une puce plusieurs fois plus rapide que les autres nous ouvre une place unique sur le marché », soutient-il. Un hertz est le cycle d'une onde électrique. Le mégahertz représente un million de cycles. Et lorsque l'on parle de 5 mégahertz à la seconde, on parle donc de 5 millions de cycles à la seconde.

« Nous sommes déjà en mesure de fabriquer des puces plus rapides et avant longtemps nous atteindrons le gigahertz — le milliard de hertz », affirme Montpetit.

Le compilateur de silicium permet aussi de ramener de deux ans à moins de deux mois le temps qu'il faut pour concevoir une nouvelle puce, selon M. Montpetit. « C'est comme si on passait de l'époque de l'efface et du crayon à celle de l'informatique », dit-il. Le « compilateur de silicium » est un programme qui permet de concevoir et de décrire un circuit électrique en anglais, sans avoir à le dessiner. C'est l'ordinateur qui le dessine.

Et c'est avec ce programme que Silicart a conçu une super-puce qui pourrait servir, entre autres, à transférer les millions de points qui forment une image couleurs à la télévision vers la mémoire d'un ordinateur ou encore vers un disque optique (au laser), et vice-versa.

Quant à l'avenir de cette puce qui sortira bientôt d'une fonderie de Kawasaki au Japon, le pdg de Silicart est convaincu qu'elle remportera un vif succès.

D'ici là, il semble bien que Guy Montpetit ne se contente pas d'être dans le train: il se tient tout près du conducteur de la locomotive.

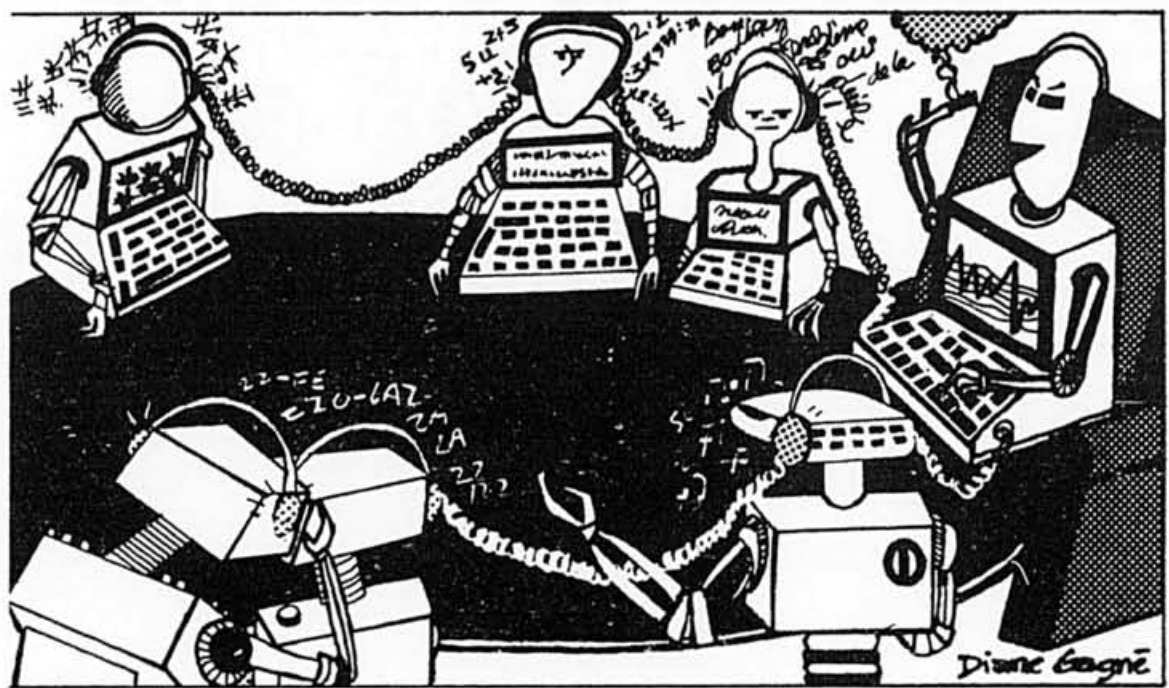
L.B.

Le monde de l'informatique est plein de ces réussites financières spectaculaires plus proches du Loto 6/49 que des modèles de gestion enseignés aux Hautes Études Commerciales. L'histoire de l'entreprise mont-réalisée Micro Tempus, et de son premier logiciel, Tempus Link, semble en être une.

En fait cette histoire est aussi celle de la quasi-incapacité des micro-ordinateurs de communiquer avec de gros ordinateurs centraux, même s'ils sont tous des IBM, ou des Hewlett-Packard, à moins d'avoir un informaticien chevronné, à côté de chaque micro-ordinateur, et un autre à côté de l'ordinateur central.

Pour comprendre pourquoi les petits IBM peuvent difficilement communiquer avec les gros IBM, et vice-versa, disons qu'ils sont très très différents les uns des autres. Autant que peuvent l'être deux moteurs à combustion, celui d'une tondeuse à gazon comparé à celui d'un avion.

Trois employés du Canadien National, MM. Robert Lemay,



Gilles Rondeau et Wayne Hodges, ont résolu pour une bonne part, le problème de l'incommunicabilité des ordinateurs.

Ils ont conçu un programme qui, dans un premier temps, per-

met à l'employé qui travaille sur un IBM PC de communiquer d'une façon très simplifiée avec la mémoire centrale et d'aller y chercher les informations dont il a besoin. De plus ils ont conçu un

autre programme qui dit à l'ordinateur central de conserver en mémoire des informations de la même façon que le fait la mémoire du micro-ordinateur.

Une fois branché sur l'ordinateur central, l'utilisateur du micro-ordinateur peut ainsi avoir accès à la mémoire centrale comme s'il s'agissait de celle de son propre micro-ordinateur.

Mais ils n'ont pu mener à bien leur projet. Il été mis de côté en 1982, victime de la crise et des coupures effectuées chez CN pour freiner ses déficits, selon le président de Micro Tempus, M. Yvon Léveillé.

M. Léveillé songeait à fonder une entreprise de conception de logiciels lorsqu'il a appris, par hasard, l'existence de ce projet en difficulté. « Je ne voulais pas manquer une telle occasion », confie-t-il. Avec deux autres associés, venus s'ajouter aux trois de chez CN, ils ont fondé Micro Tempus en décembre 1982.

Depuis, le Canadien National a acheté Tempus Link et d'autres très grandes entreprises ont fait de même. Le programme se vend entre \$8 000 et \$65 000 selon le nombre de micro-ordinateurs qui peuvent être branchés sur l'ordinateur central. Il peut y en avoir 5, 20 ou des centaines.

M. Léveillé est très optimiste. « Nous devrions atteindre des ventes de l'ordre de \$3,5 millions cette année, si notre niveau de ventes se maintient à celui enregistré depuis le début de l'année 85, dit-il, mais je serais plutôt déçu si cela se passait ainsi. En fait, la progression de nos ventes est telle que nous devrions normalement atteindre les \$6 millions ».

RECHERCHE À L'ÎLE-DES-SOEURS

Bientôt, l'ordinateur qui sait lire et parler

Avant pas très longtemps, peut-être même d'ici un an ou deux, on pourra se procurer un appareil capable de lire un texte imprimé en français et de le réciter à haute voix.

C'est là le fruit d'années de recherches en synthèse et en reconnaissance de la voix que poursuivent Inrs-Télécommunications et Recherches Bell Northern, à l'Île des Soeurs. La technologie est là, soit l'ordinateur, la caméra et le logiciel capable de transformer des signes d'imprimerie en sons.

« Et je me permets de vous souligner que nous sommes en avance sur les chercheurs français en ce domaine », a affirmé à LA PRESSE le responsable des relations publiques, M. Pierre Marion. Déjà l'an passé, l'Inrs-Télécommunications annonçait la synthèse de la voix à partir de mots écrits avec le clavier d'ordinateur.

En fait, selon M. Douglas O'Shaughnessy, un des chercheurs de Inrs-Télécommunications, la synthèse de la voix, c'est la partie la moins difficile de leurs recherches, comparativement à la reconnaissance de la voix par un ordinateur. M. O'Shaughnessy ne s'attend

pas d'y arriver avant plusieurs années.

Quelques difficultés

Lorsqu'on parle à un ordinateur, c'est comme ça qu'il nous comprend, c'est-à-dire difficilement, ou pas du tout. Lorsqu'on écrit, on sépare nos mots, ce qu'on ne fait pas en parlant.

Traduction: « Lorsque l'on parle à un ordinateur, c'est comme ça qu'il nous comprend, c'est-à-dire difficilement, ou pas du tout. Lorsque l'on écrit, on sépare nos mots, ce qu'on ne fait pas en parlant ». Les informaticiens, linguistes, psychologues et acousticiens qui tentent de faire obéir l'ordinateur à la parole doivent résoudre ce genre de problème, et quelques autres, avant d'y arriver.

Le laboratoire INRS-Télécommunications, comme quelques autres laboratoires du genre aux États-Unis, au Japon, en Europe, a trouvé une solution partielle à ce genre de problème.

Aujourd'hui, on a créé des logiciels qui permettent à un ordinateur de comprendre cor-

rectement 95 p. cent de ce qu'on lui dit à deux conditions: parler en séparant distinctement chaque mot et n'employer que les quelques centaines ou quelques milliers de mots qu'il a déjà en mémoire.

En encore là, ce n'est pas si facile que cela peut paraître puisqu'il faut avant de réussir à « entraîner » le logiciel à reconnaître une ou plusieurs voix.

Par contre, réussir à reconnaître la voix de n'importe qui parlant normalement, c'est une toute autre affaire.

« Avant de créer un logiciel (un programme d'ordinateur) qui comprend les voix comme les humains sont capables de le faire, il faut d'abord découvrir comment justement les humains réussissent ce tour de force, de dire M. O'Shaughnessy. On sait maintenant comment les quelques 30 000 nerfs auditifs captent les sons, mais on ne sait encore rien sur la façon dont ils sont transmis au cerveau ».

La volonté de reproduire la parole débouche donc sur des recherches qui permettront de mieux comprendre non pas les ordinateurs, mais l'homme.

**LOGICIELS
MADE IN
QUÉBEC**

**UN PROGRAMME
INVENTÉ PAR
DEUX MONTRÉALAIS**

Du dessin animé en trois dimensions

Le dictionnaire nous apprend que dans le bouddhisme, « le nirvana peut être considéré comme un état de sérénité suprême ». *Nirvana*, c'est aussi le titre du prochain film documentaire du couple Nadia Magnenat-Thalmann et Daniel Thalmann. En fait, il s'agit d'un film d'animation par ordinateur d'une durée de 5 minutes, qui a pour sujet les visions, pour ne pas dire les élucubrations, d'un homme particulièrement ivre à sa sortie d'un bar. Nous sommes donc loin du bouddhisme, mais ceux (rares sans doute) qui ont déjà bu un peu trop, peuvent quand même trouver un lien entre les deux définitions, sans trop se forcer.

D'ailleurs, cela n'a pas tellement d'importance, puisque le film en question sert surtout à montrer à quel point a progressé la technique d'animation par ordinateur que Mme Thalmann et son mari ont présenté au monde il y a à peine trois ans. À cette époque — c'est le terme qui convient lorsque l'on compare les deux oeuvres — *Vol de rêve*, un court métrage de 18 minutes, a été réalisé « en lignes ». On voyait à travers les objets animés; ils n'avaient pas de texture, d'opacité et encore moins d'ombre.

Nirvana, lui, présente des objets en trois dimensions qui projettent une ombre en fonction de l'éclairage, comme sur un ta-

bleau ou une photo. De plus cette ombre raccourcit ou allonge en fonction des déplacements de l'objet, de l'éclairage et de la position de la caméra. Enfin, un objet opaque, une pomme par exemple, si elle est placée derrière un verre, y apparaîtra déformée, tout comme dans la vraie vie et dans le vrai cinéma.

Soit dit en passant, l'éclairage et la caméra dont il est question ici sont ce qu'on appelle en informatique de l'éclairage *virtuel* et une caméra *virtuelle*. Il s'agit tout simplement de *simulations* réalisées par ordinateur.

Même si elle espère bien terminer *Nirvana* en temps pour le « Forum des nouvelles images électroniques 1985 », qui aura lieu pour la première fois à Montréal à la fin mai — plus précisément à l'école des Hau-

tes études commerciales où elle enseigne — ce qui compte vraiment pour Mme Thalmann c'est de rendre toute cette technologie accessible. « Il ne faut pas que ça reste dans les murs, il faut que ça sorte », affirme-t-elle avec conviction.

Miranim

Pour y arriver, les Thalmann ont mis au point un langage qui permet aux graphistes, aux concepteurs et à tous ceux qui sont appelés à créer des images tridimensionnelles — les agences de publicité, les architectes, les médecins par exemple — de commander de telles images à l'ordinateur sans avoir à devenir informaticiens.

Appelé *Miranim*, ce langage est en train d'être mis à l'épreuve par un concepteur qui n'a à peu près pas de connaissances informatiques. « Il se débrouille très bien », de dire Mme Thalmann.

Certaines des commandes sont on ne peut plus simples. En écrivant « créer sphère » par exemple, ainsi que les coordonnées indiquant à l'ordinateur le diamètre et la localisation du centre (de la sphère) sur l'écran, l'ordinateur affiche une sphère.

Par la suite, d'autres commandes, plus complexes évidemment, permettent de fixer l'éclairage et les couleurs, et enfin de situer la caméra virtuelle par rapport à la sphère en question.

L'artiste a aussi à sa disposition une tablette graphique qui lui permet de dessiner, de peindre en se servant d'un crayon électronique.

Cette quincaillerie et ce logiciel n'ont finalement d'intérêt pour la société que dans la mesure où ils permettront un jour à tous et chacun de s'amuser chez soi à dessiner en trois dimensions et en couleurs, avec un micro-ordinateur, sans qu'il soit nécessaire comme c'est le cas encore aujourd'hui, d'avoir un certain talent et des connaissances rudimentaires de la perspec-

tive et de l'informatique.

La technique n'est pas rendue là. D'abord parce que des langages sophistiqués comme *Miranim* ne sont pas encore commercialisés.

Pour l'instant, la firme Mator Logiciel Inc., du couple Thalmann, est à mettre au point un logiciel de *cao* — conception

assistée par ordinateur — pour les architectes. Il s'agit d'un sous-produit de *Miranim* qui leur permettra d'effectuer des graphiques en deux dimensions en se servant des micro-ordinateurs de type IBM.

Mais c'est surtout parce que les micro-ordinateurs actuels ne sont pas assez puissants pour utiliser de tels langages, que ce genre de techniques d'avant-garde n'atteint encore que des publics très spécialisés.

Il faut en effet entre 15 et 30 minutes à l'ordinateur des HEC — un Vax de la compagnie Digital — pour réaliser une seule image-couleurs en trois dimensions. Même si cet appareil en est un de moyenne puissance (à mi-chemin entre les micros et les gros ordinateurs), il lui faut tout ce temps pour exécuter les dizaines de milliers de calculs requis pour la reproduction de l'ombre, de l'éclairage, des teintes. **L.B.**

Un forum mondial des « nouvelles images électroniques » à Montréal

Le Québec sera l'hôte pour la première fois de l'avant-garde du monde des « nouvelles images électroniques » du 27 au 31 mai prochains. Ce forum regroupera environ 500 personnes, dont plus de cent conférenciers provenant principalement du Canada, des États-Unis, de la France et du Japon.

Les deux premiers jours seront consacrés à des cours portant sur le graphisme par ordinateur pour la gestion, les techniques de conception de l'interface humain-ordinateur, la synthèse d'images et l'animation par ordinateur, l'imagerie médicale et les analyses informatisées et enfin l'introduction au graphisme par ordinateur.

Les cours seront suivis de trois jours de conférences; le forum se terminera par un festival du film d'animation par ordinateur où l'on retrouvera en plus de la dernière oeuvre des Thalmann (*Nirvana*), des oeuvres de producteurs aussi célèbres que la firme américaine Lucas Films qui, on le sait, a réalisé notamment toute la partie du film *Tron* faite d'animation par ordinateur.

Si cette 11^e édition du « Forum des nouvelles images électroniques 1985 » se tient à Montréal, c'est en très grande partie en reconnaissance de l'excellence des travaux réalisés par le Département d'informatique et recherche opérationnelle, où enseigne Daniel Thalmann, et des HEC, de l'Université de Montréal, où enseigne Nadia Thalmann.

Les organisateurs de cette manifestation scientifique la qualifient de premier forum du genre en Amérique de nord.



Mme Nadia Magnenat-Thalmann, inventeur d'un logiciel qui permet de faire du dessin animé en trois dimensions sur ordinateur.

**LOGICIELS
MADE IN
QUÉBEC**

LOGIDISQUE: la plus grande maison d'édition de toute la francophonie

La plus grande maison d'édition de logiciels de toute la francophonie? C'est ce que soutient son président-fondateur Louis-Philippe Hébert. Et pour appuyer son dire il se fait un plaisir de raconter les plus grands succès de Logidisque, cette pme montréalaise fondée en 1982 et qui compte aujourd'hui une douzaine d'employés.

« Nous avons prouvé que le Québec pouvait faire du logiciel de qualité et que les Québécois pouvaient les acheter », dit-il.

Dans le marché du logiciel d'affaires, le *Secrétaire personnel*, un programme de traitement de texte conçu et réalisé en français par Odette Lavigne et France Rainville, est de loin le plus grand succès de cette jeune entreprise. Lancé en novembre 1983, tout près de 10 000 copies ont déjà été vendues au Québec seulement.

Ce logiciel se vend \$400 au détail.

La Confédération des Caisses populaires a donné le signal du départ en achetant ce programme pour les micro-ordinateurs IBM qu'achètent les caisses pour leur administration propre. Hydro-Québec a emboîté le pas.

Les 10 000 micro-ordinateurs Philipps PC achetés par Coop-

ly, la coopérative de distribution mise sur pied par les étudiants de Polytechnique pour l'achat de micro-ordinateurs, sont équipés de ce programme. Cette seule entente conclue avec Philips-Micon a déjà permis à Logidisque de vendre 5 000 exemplaires. « D'ici mai prochain, ces 10 000 exemplaires-là seront vendues, ce qui nous permettra d'atteindre un grand total de 15 000 exemplaires ».

Dans le monde Québécois de l'édition de logiciel, des ventes de 1 000 exemplaires représentent le seuil de rentabilité. « Dans le livre, ce seuil est de 10 000 exemplaires. Il est dix fois moins élevé dans le logiciel parce que les logiciels coûtent généralement plus cher que le livre et

surtout parce que tout le monde n'a pas un ordinateur », d'expliquer M. Hébert.

À 15 000 exemplaires vendus sur le marché québécois, le *Secrétaire personnel* entre dans la catégorie des best-sellers.

« C'est très agréable d'être prophète dans son propre pays », souligne le pdg.

Ce qui ne l'empêche pas d'annoncer qu'il vient tout juste de vendre les 250 premiers exemplaires en France à la compagnie Almateck.

MIMI: un succès international

Sorti en août dernier, *Mimi* (\$34,95 au détail) d'Anne Bergeron — jeu éducatif d'apprentis-

sage à l'informatique pour enfants de 2 ans et plus — a déjà atteint le seuil de rentabilité de 1 000 exemplaires vendus au Québec.

Mais 2 000 exemplaires ont aussi été vendus en France.

« Si les Japonais l'aiment, le chiffre des ventes va monter d'une façon astronomique », dit M. Hébert. Dans ce pays, il suffit que quelques-uns l'aiment pour que tout le monde l'achète. Les gens réagissent différemment des Québécois, qui sont plus individualistes ».

Enfin, Logidisque achève des négociations avec trois maisons d'édition américaines (C.B.S., Brother Bound et Spinaker) pour conclure un contrat de co-édition avec l'une des trois. Il est assez

optimiste quant à son entrée sur le marché Américain parce que *Mimi* a reçu un accueil enthousiaste de la part de la critique dans les grandes revues américaines, dont *Compute Gazette*.

À \$14,95 chacun, les jeux conçus en collaboration avec la revue humoristique *Croc* se sont bien vendus jusqu'à maintenant. « *Zellers*, *Canadian Tire*, les dépanneurs en ont vendu plus de 4 000 exemplaires », dit M. Hébert.

La puissance du dollar

Que fait « la plus grande maison d'édition de logiciels de la francophonie » au Japon?, aux USA?

C'est la force du dollar américain qui a amené ce changement de cap. « La faiblesse du franc a rendu nos négociations plus difficiles. Il faut vendre très cher là-bas, tellement notre dollar est fort par rapport au franc. Par contre, au Japon et aux États-Unis, la faiblesse de notre dollar nous avantage », explique-t-il.

Logidisque dispose présentement d'un catalogue d'une cinquantaine d'œuvres.

L.B.

Bientôt des logiciels à \$9,99?

Des logiciels à \$9,99 (canadiens) dès le mois prochain? C'est ce que doit annoncer la chaîne de magasins Zellers.

Cette chute spectaculaire du prix du logiciel est due à une petite firme montréalaise d'édition de logiciels fondée en novembre 1982, King Microware.

Selon M. Gerald King, son président-fondateur, la baisse des prix est la seule véritable réponse au piratage de logiciels. Bon nombre d'éditeurs et de distributeurs partagent son point de vue. Ils en ont assez de voir un programme rester sur les tablettes des magasins, surtout lorsqu'ils savent que tous ceux qui le trouvent intéressant en ont une copie piratée à la maison, quelques semaines, voire quelques jours, après sa mise en vente.

M. King, qui pour l'instant ne publie que des programmes qui tournent sur le Commodore 64 et son prédécesseur, le minuscule Vic 20, ne voit d'ailleurs pas pourquoi les prix resteraient beaucoup plus longtemps à leur niveau actuel.

« Dans l'édition, explique-t-il, les seuls coûts de production



M. Gerald King.

photo Jean Goupil, LA PRESSE

sont la disquette (environ \$1,20 chez les grossistes), le livret d'instruction (\$1 environ, lorsque le programme exige un livret d'instructions, ce qui n'est

pas toujours le cas) et l'emballage ».

Les auteurs de logiciels reçoivent actuellement entre 10 p. cent et 25 p. cent du prix de

vente, selon qu'ils sont publiés chez l'un ou l'autre des éditeurs montréalais. M. King, lui, dit verser 15 p. cent. Son programme vendu à \$9,99 lui aura donc coûté environ \$4. Il ne lui reste qu'à négocier avec son client sa marge de profit et le tour est joué.

Qu'est-ce qu'on a pour ce prix? Dans ce cas-ci, il s'agit d'un programme de prévisions budgétaires et d'un programme de comptabilité pour une famille.

« Évidemment, il ne s'agit pas de programmes aussi sophistiqués que ceux qu'on peut trouver sur des ordinateurs plus puissants, mais ils sont très bien faits », de soutenir M. King. Les instructions sont en français et un des deux programmes est dans les deux langues officielles, l'autre pas. (LA PRESSE n'a pas effectué d'étude comparative sur la qualité de ce produit, cet aspect de la question n'entrant pas dans le cadre de ce dossier-ci.)

Dans cette même veine des bas prix, King Microware entend lancer dans les librairies *Classics Book Stores*, dès le mois prochain, un programme « intégré »

du nom de *Rhapsody 64*, au prix de \$64,95. Les programmes américains dont s'est inspiré l'auteur Brian Morrow pour réaliser son œuvre sont les célèbres *Lotus 1-2-3* et *Symphony* de Lotus Development Corporation.

On dit de ces logiciels qu'ils sont intégrés, notamment parce qu'ils offrent plusieurs fonctions dans le cadre du même programme. *Rhapsody 64*, par exemple, est à la fois un classeur électronique, un système de traitement de texte, un correcteur de fautes, un grand livre comptable ou un dessinateur de graphisme d'affaires.

Symphony se vend à plus de \$700 (américains). « Les limites techniques de la machine nous empêchent de produire un logiciel aussi élaboré que *Symphony*, mais les gens qui possèdent un ordinateur comme celui-là ont des besoins qu'ils peuvent satisfaire amplement avec notre programme », d'expliquer M. King.

Cet innovateur dans son domaine n'entend pas en rester là. Il croit être capable de publier un programme de traitement de texte pour \$9,99 d'ici 6 mois!

L.B.

Les Québécois sont-ils ringards?



Jean-François Lisée



Y'a un lézard. Les branchés nous trouvent ringards. L'argot parisien est de mise pour exprimer le sentiment qui a cours dans les salons à la mode. (Il y a un malaise, les gens dans le vent nous trouvent « québécois »).

C'est un peu l'envers de la médaille, la rançon de la célébrité. Côté face, une bonne douzaine de nos artistes se sont « installés » dans tous les sens du terme — sur le marché français. Ils occupent l'Olympia, envahissent Drucker et certains — comme Céline Dion — sont entrés dans le club des faiseurs de « tubes », de succès de ventes. À la télé, dans les radios et les journaux populaires, on ne peut plus les ignorer.

Côté pile, ça se gâte. Ceux qui hier se faisaient les chantes du moindre de nos sursauts artistiques, du plus indéchiffrable de nos films, aujourd'hui nous boudent. Ce sont les « branchés », ceux qui font les valeurs en hausse, qui

d'un coup de plume célèbrent ou assassinent, en invoquant parfois les mêmes arguments, ici pour, là contre.

«Timber!» écrit le quotidien *Libération* au sujet de Maria Chapdelaine: «Le film était calamiteux, aucune raison pour que la version télé ne le soit pas.» *Libé*, le journal qui monte, évite généralement de parler des Québécois à Paris, sauf, rare exception, de Diane Dufresne.

L'hebdo *L'événement du jeudi* nous rendrait service en faisant de même. On comprendrait que les doux accords et les textes travaillés de Sylvain Lelièvre ne gagnent pas le cœur de critiques de disques qui n'ont d'éloges que pour la nouvelle musique anglaise. Au sujet de Lelièvre, ils écrivent: «A l'oreille, l'affaire paraît nonagénaire, accords rhumatisants et textes rebattus.» Dur.

Mais là où on ne suit plus, c'est lorsqu'un sort semblable s'abat sur Diane Tell qui a pourtant fait, avec son dernier disque, un méritoire effort pour adopter le «look branché parisien». Tell, avec Dufresne, est la seule à pouvoir prétendre engager le combat dans le «haut de gamme» de la mode. Rien à faire, *L'événement* redouble de cruauté: «Cette sensuelle bambinette, élevée parmi les chiens de traîneau, articule aussi bien que Mireille Mathieu mais, fort heureusement, elle bouge davantage. Ce qui nous permet de penser qu'elle a peut-être davantage à dire avec le tempo de ses reins qu'avec un registre aussi fadasse qu'un discours de sirup d'érable.» On aura noté au passage que ce fleffe sexiste n'a sûrement jamais trempé ses lèvres dans notre production nationale de sirup, qui est tout sauf fadasse. (Avis aux producteurs d'érable: il y a matière à poursuivre).

On pousse parfois le bouchon jusqu'à nous rendre responsables des problèmes des autres. Parant du chanteur Charlelie Couture, originaire de l'est de la France, *Libération* écrit que «son léger accent lui a fait une réputation encombrante de poète canadien.» Qu'on se le dise, rien ne nous sera épargné.

Le préjugé défavorable

Qu'avons nous fait pour mériter ça? Philippe Paringaux, rédacteur-en-chef du mensuel insolite et insolent *L'écho des savanes* et de «Rock et Folk» ne revendique pas l'étiquette de «branché». Il n'en explique pas moins le fonctionnement de ce petit monde avec force détails: «Les gens branchés sont absolument enchantés quand ils partagent une passion entre eux. Ils sont dépositaires de quelque chose, d'un savoir que le vrai peuple ne connaît pas... Mais si (leur

découverte), devient un phénomène populaire, ils font immédiatement marche arrière. A partir du moment où un artiste découvre par eux devient un artiste populaire, ils vont automatiquement le rejeter. C'est imparable.»

«Comme ces gens-là sont souvent aux postes de commandes dans les médias (branchés) et imposent d'une certaine manière leurs goûts à la majorité, ça explique la raison de la petite retombée de la mode québécoise en France.»

Paringaux vient de publier dans *L'écho des savanes* un reportage sur la Ligne d'improvisation de Montréal. «Le fait qu'elle vienne du Québec n'est pas venu en considération», explique-t-il. Contrairement à ce qu'on observait dans les années 70, l'origine québécoise n'est pas un argument favorable en soi, du moins dans ces milieux.

A «Rock et Folk», parle-t-il des Québécois? Paringaux n'a aucune peine à évoquer les groupes rock québécois des années 70 mais sommé de nommer des «rockeurs» contemporains, il cite en hésitant «Albert Francoeur» (de son vrai nom Lucien) et... «Pagliaro»!

La purge des années 70

Gérard Lefort, critique cinématographique, ne rejette pas, lui, l'étiquette «branché». Il peut donc nous expliquer le déclin de la chose québécoise d'un point de vue «intérieur» au cercle des «élus».

Au téléphone, je commence en lui disant «C'est drôle mais, chez vous, dès qu'on prononce le mot QUÉBEC...» et c'est lui qui termine ma phrase: «... tout le monde part en courant.»

«Il y a de manière générale un retour de bâton de l'engouement qu'on a eu tout au long des années

70 sur le Québec, pour des raisons quasi-militantes», explique-t-il. Ça marchait avec l'idée qu'il y avait là-bas une lutte d'une province contre un pouvoir central, alors ça collait assez bien avec le gauchisme ambiant.»

«Mais, ajoute-t-il, il y a eu une espèce de purge générale sur les années 70 dont le Québec fait partie. Il entre dans cette annuée obligatoire qui frappe tous les engouements de cette époque, que ce soit pour les chansons celtiques, les poèmes en Occitan, la vie à la campagne, le maoïsme, l'écologie... toutes ces choses dont maintenant on a un peu honte.»

Ce n'est pas tout. Lefort explique que l'élément «surprise, nouveauté» du Québec s'est rapidement dissipé. Il avoue que les milieux (qu'on n'appellait pas encore à l'époque «branchés») ont été «un peu complaisants» envers tout ce qui était québécois, mais il ajoute que ce qu'on faisait à l'époque «c'était quand même mieux».

Il est nostalgique du temps où Gilles Carle mettait «du risque dans son cinéma, dans sa manière de filmer» alors que son «Maria Chapdelaine» est «effarant d'académisme».

Charlebois? Il a «dégénéré vers une variété diluée, sirupeuse». Dufresne? «Un personnage bizarre, une curiosité ambulante» sans plus.

Nous aurions bien aimé avoir l'avis des responsables de la radio parisienne NRJ, véritable bastion des «branchés», sur le sujet. Mais ils ont dû penser que les questions québécoises ne valaient pas la peine de retourner un seul de nos nombreux appels.

Il faut donc se faire à l'idée. Devenus le pain quotidien de la variété française, nous avons cessé d'en être le savoureux dessert. Et si certains nous trouvent rin-

gards, ils ne nous font pas l'affront (l'honneur?) de nous trouver plus ringards que les autres.

Michel Liberman, jusqu'à récemment responsable du marketing chez Polyder — donc aujourd'hui délivré de son obligation de politesse, comme nous le constaterons tout de suite — explique sans peine pourquoi nous avons «une place de choix» en France: «La musique populaire québécoise a justement ce petit goût d'exotisme, de production simili-américaine qui fait bien passer le côté très populaire de la chose. En définitive, les mémères

ont l'impression d'écouter de la bonne musique.»

Nous offrons donc ce «verniss» américain qui nous sauve de l'oubli et nous rend concurrentiels. Mieux, malgré les efforts de Céline Dion et de Ginette Reno, nos mélodies, nos textes les plus mièvres n'ont jamais, nous dit-il, atteint le stade de ce qu'on désigne ici une «belgerie», le summum de la facilité, «la version chantée d'un livre de la collection Duo (ou Harlequin)», pour utiliser la comparaison de Liberman.

Bref, l'ex-marketing-man de Polydor nous range «dans une honnête moyenne de ringardise.» □

Les investissements québécois en France

Nous avons une idée beaucoup plus précise des investissements français chez nous que des nôtres chez eux. Ainsi, les services de la délégation annoncent un investissement québécois total en France de 250 millions, des effectifs de 4000 employés, pour l'essentiel français, répartis dans une trentaine d'entreprises.

Notre recherche, auprès des sociétés elles-mêmes, porte le nombre d'employés à 5000, mais nous serions bien en peine de poursuivre notre tableau au-delà d'une quinzaine d'entreprises recensées, à moins de compter les filiales une à une.

Le critère retenu pour définir une «entreprise québécoise» est celui, aussi mauvais qu'un autre, du lieu du siège social. Les sociétés fédérales comme Air Canada ou le Canadien National ont été par principe exclues du palmarès.

Dans nos calculs, nous avons additionné (pour Alcan et Seagrams par exemple) le personnel et le chiffre d'affaires de l'ensemble des filiales françaises mais nous n'avons pas retenu les activités purement étrangères de sociétés françaises détenues par des intérêts québécois, notamment dans le cas de Lafarge-Coppee-Lavalin.

Un dernier mot pour indiquer que nous n'avons retenu que les sociétés québécoises qui ont «pignon sur rue» en France et que certains chiffres d'affaires cités ici peuvent être inférieurs au montant des exportations françaises de sociétés québécoises qui n'y sont pas installées.

Société	Effectifs	Chiffres d'affaires 84 (en millions)
1—Alcan*	2465	\$ 183
2—Seagram's	1380	\$ 168
3—Cascades**	375	\$ 80
4—Dominion Textiles	94	\$ 25,2
5—Velan (robinetterie)	125	\$ 13,3
6—Cercast (micro-fonderie)	150	\$ 9,5
7—Banque Royale*	76	\$ 8,1
8—Lavalin (Lafarge-Coppee-Lavalin)*	151	\$ 5,9
9—Cayouette-Superseal (fenêtres isolantes)	115	\$ 5,9
10—La Solidarité	20	\$ 2,9
Total:	4951	\$ 501,8

* chiffres 1983. La conversion a été faite, pour 83, selon le taux de change annuel moyen 6,1845ff/\$1 can; pour 84 au taux de 6,7468ff/\$1 can.

** chiffres donnés par la direction de Cascades à la presse fin janvier. Cascades devait produire sa nouvelle usine de Grenoble en charge ce mois-ci.

L'espoir d'une relève «post-branchée»

«Ringards», le mot a déjà été employé, dans un autre contexte, par Louise Beaudoin. S'adressant à un groupe de journalistes français venus se faire «briefer» avant la visite de Laurent Fabius au Canada, la déléguée s'apprêtait à expliquer que le thème de la «défense du français» serait abordé. Elle s'arrête, lève la tête vers ses interlocuteurs et lance: «Je sais qu'on a l'air un peu ringards avec ça... mais la question est posée: en l'an 2000, sera-t-on des créateurs ou des traducteurs?»

La question est bonne, et la déléguée a raison de reconnaître que ce refrain du «français langue menacée» n'est repris que dans les chœurs un peu vieilliss. Pour tout ce qui est «in», le Québec représente, dans cette affaire, l'avant-garde d'un combat d'arrière-garde.

«L'image à répétition qu'on donne de nous est

souvent rétro» admet-elle lorsqu'on la questionne plus généralement sur notre «look». «J'ai hâte qu'on change de créneau ne serait-ce que dans les films.» Mais elle dit faire confiance «à la relève» et croit qu'il faut multiplier les ponts pour que «les deux relèves», la Québécoise et la Française, en arrivent à une certaine «osmose».

Des pas sont déjà faits, dit-elle. Et de citer le numéro spécial de «City magazine» a préparé sur Montréal et celui que la revue «Autrement» a consacré au Québec. «Autrement» donne en effet un avant-goût de ce que pourrait être notre «ère post-branchée» en France. «Libérés du politique, des créateurs (québécois) débriquent leur imagination et flirtent avec la fiction», écrivent ses rédacteurs, qui n'hésitent pas à conclure: «La nouvelle culture sera québécoise.» On en demandait pas tant.

J.-F.L.



Sylvain Lelièvre... «À l'oreille, l'affaire paraît nonagénaire...»



Diane Tell... «cette sensuelle bombinette, élevée parmi les chiens de traîneau».



Robert Charlebois «a dégénéré vers une variété diluée, sirupeuse».



Céline Dion «est entrée dans le club des faiseurs de tubes».



Diane Dufresne «est un personnage bizarre, une curiosité ambulante sans plus».

784 000 Français ont vu «L'Initiation»

De 1978 à 1981, plus de 784 000 Français sont entrés dans une salle obscure, tickets en main, pour contempler les formes québécoises timidement révélées par Denis Héroux dans «L'Initiation». Pour un film québécois en France, c'est un record aussi absolu qu'inattendu. Gageons que ce n'est pas d'abord par goût de la culture québécoise qu'autant de spectateurs ont franchi le guichet.

Autre enseignement de ces statistiques que nous avons compilées avec l'aide d'André Paquet, des services culturels québécois à Paris: les succès des «Mâles» et de «Bernadette» n'ont aucunement été dépassés par nos récentes «super-productions».

Ces chiffres, qui cumulent les entrées commerciales depuis la sortie de chaque film, incluent les entrées des salles d'arts et d'essai, mais non celles des petites salles «culturelles» et autres ciné-clubs que fréquentent tout de même 17 p. cent du public français. Ainsi, «Mon oncle Antoine» n'a fait que 13 000 entrées dans le réseau commercial, mais a sûrement doublé ce résultat dans le réseau ciné-clubs. Aucun chiffre n'est disponible pour faire ces évaluations mais on peut penser que «Kamouraska» a également doublé, dans ce réseau, son score de 65 entrées en salles commerciales...

Films	Année de sortie	Entrées
1 L'Initiation	1970	784 000
2 Les Mâles	1972	300 000
3 La vraie nature de Bernadette	1972	281 000
4 J'ai mon voyage	1973	214 000
5 Les Plouffe	1982 +	192 000
6 La mort d'un bûcheron	1973	186 000
7 Valérie	1970	154 000
8 Maria Chapdelaine	1984 +	150 000
9 Fantastica	1980	116 000
10 J.A. Martin, Photographe	1977	104 000

+ «Maria» était toujours en exploitation au début de 85 dans quelques salles de province. Ce chiffre (149 845 pour être précis) est arrêté au 01-01-85. On peut donc penser que «Maria» dépassera, qui sait, «Valérie».

+ «Les Plouffe», comme «Maria», a été diffusé, en série, à la télévision française. La première chaîne, TF1, a à notre avis presque saboté le passage des «Plouffe» en le retardant d'un an, d'où la perte de l'effet de publicité du film, en débutant la série à la pire des époques, la mi-août en pleine vacances, et à une mauvaise heure, le dimanche à 19h00, alors que la soirée télé commence avec l'heure du repas à 20h00. Malgré ces handicaps, la série a gardé 13 p. cent d'audience. Elle valait mieux. TF1 s'est repris avec «Maria», diffusé en janvier, le jeudi à 20h30. La série a débuté avec une audience de 28 p. cent pour terminer à 20 p. cent. Quand on sait que les Français n'ont le choix qu'entre trois programmes, 20 p. cent n'est pas un succès, ce n'est pas une catastrophe non plus.

J.-F.L.

plus

Éditeur
Roger D. Landry

Coordination
Paul Longpré

Responsable
des chroniques:
Pierre-Paul Gagné
Tél.: (514) 285-7070

Page couverture:
Nicole Houle

Mise en page:
Roch Côté
Jacques Gagnon

Collaboration

Philippe Barbaud
Jean Basile
Berthio
Alain Chevalier
Françoise Côté
Jean-François Doré
Claire Dutrisac
Pierre Godin
Serge Grenier
Sophie Huet
Albert Juneau
Gérard Lambert
Yves Leclerc
Marie Lessard
Mario Masson
Simone Pluze
Christian Rioux
Michel Vastel

Toronto Michel Labrecque
Vancouver Daniel Raunet
Moncton Achille Michaud
Mexico Francis Pisani
Managua Jacques Lemieux
San Salvador Edith Coron
Paris Jean-François Lisée
Rome Jean Lapierre
Bruxelles Claude Monique
Genève Angelica Roget
Chypre Robert Pouliot
Tokyo Huguette Laprise
Taiwan Jules Nadeau

Publicité

Responsable
des cahiers spéciaux
Manon Chevalier

Secrétaire
Micheline Perron
Tél.: (514) 285-7319

Louise Beaudoin trouve les choses plus faciles depuis l'élection de Mulroney

Le 4 mars dernier, Mme Louise Beaudoin a célébré son premier anniversaire au poste de délégué général du Québec en France. Rencontrée à Paris, Mme Beaudoin a d'abord passé en revue les tournants politiques de cette dernière année. Elle a également discuté d'économie et de culture.

Jean-François Lisée

Voici quelques extraits de l'interview.

LA PRESSE — On juge qu'en France l'importance d'une personnalité politique ou économique peut être évaluée en fonction de son accès

au président de la République. Vous êtes ici depuis un an et, vous me direz si j'ai perdu le compte, mais je crois que vous avez déjà été reçue trois fois par le président.

L.B. — C'est vrai. Une première fois lorsque je suis arrivée en poste, non pas pour remettre mes «lettres de créances» puisque nous n'avons pas un statut d'ambassade total, mais quand même, il m'a reçue comme il le fait pour les ambassadeurs des différents pays.

LA PRESSE — La plupart des ambassadeurs sont reçus en arrivant et en partant. Les deux autres fois de quoi avez-vous discuté avec lui?

L.B. — Ce serait un peu diffi-

le pour moi de vous dire les conversations que j'ai pu avoir avec le président. Ça portait sur des dossiers qui nous intéressent entre Français et Québécois et qu'on considérait important de part et d'autre.

LA PRESSE — C'est dire que le président suit personnellement d'assez près certains dossiers franco-québécois?

L.B. — Certains dossiers oui. Évidemment je présume que son cabinet doit l'alerter pour les dossiers importants puisqu'à son cabinet nous avons trois interlocuteurs avec lesquels nous avons d'excellentes et fréquentes relations.

LA PRESSE — En 1982 votre prédécesseur Yves Michaud affirmait dans une note confidentielle qui avait trouvé son chemin dans les médias que ses interlocuteurs français manifestaient «une certaine impatience, un certain agacement devant le fait que le discours politique (indépendantiste) au Québec a été abandonné». Depuis quelques mois, cet abandon s'est accentué. Est-ce que vous notez, chez vos interlocuteurs français, plus d'agacement, plus d'impatience?

L.B. — Non puisqu'à partir du moment où le discours politique au Québec est clarifié, et je m'en suis expliqué avec nos principaux interlocuteurs...

LA PRESSE — ...ils posent beaucoup de questions?

L.B. — Oui, ça les intéresse de savoir précisément ce qui se passe. On a eu plusieurs rencontres à Matignon (services du premier ministre) au quai d'Orsay (Relations extérieures) et à l'Élysée (présidence) où on a expliqué le mieux possible ce qui se passait au Québec et je pense que c'est une des fonctions importantes qu'on a ici.

LA PRESSE — Un tournant que vous avez eu à gérer pendant l'année écoulée, c'est celui de la décripation entre Ottawa et Québec. Comment est-ce que ça se manifeste dans vos relations avec Paris?

L.B. — Bon. Je voudrais d'abord vous dire un certain nombre de principes et comment on a perçu les choses. Pour nous, depuis 20 ans, les relations franco-québécoises sont fondées sur trois principes: d'abord ce sont des relations «directes et privilégiées», deux mots qu'on répète un peu comme le Saint-Sacrement mais qui ont des conséquences pratiques. Ça veut dire que nous avons des «relations directes», avec l'Élysée, Matignon et le Quai d'Orsay, que la délé-



Mme Louise Beaudoin, à son bureau de Paris.

gation a un statut particulier comme le consulat français à Québec.

LA PRESSE — Alors qu'est-ce qui a changé?

L.B. — À partir du moment où M. Mulroney a dit ce qu'il a dit lors de la venue de M. Fabius à l'automne, — que nos relations étaient «normales et raisonnables» — il a reconnu, à mon avis, la légitimité de ce qui existe et qui était contesté par le gouvernement fédéral précédent, pas officiellement mais dans la pratique quotidienne des choses. On sentait bien qu'ils acceptaient très mal qu'on se retrouve en quelque sorte sur un pied d'égalité avec eux sur la place de Paris.

Pour moi, ça veut dire qu'on accepte dorénavant au niveau fédéral les pratiques et les modes de vie en cause. Ça rend les choses beaucoup plus faciles. (...)

(...) Là où ça va devenir un peu différent et où on va chercher des solutions, c'est dans tout le secteur de l'audio-visuel qu'on tente de développer à la fois du côté fédéral et du côté québécois avec la France. Là il faut trouver des solutions originales et je pense que la décripation va nous permettre d'en trouver... C'est déjà le cas pour TV5 (ndlr: projet de participation canado-québécoise à une chaîne francophone européenne).

LA PRESSE — Le domaine des communications est intéressant puisque c'est celui où le fédéral a fait le plus d'avanc-

ces en France ces dernières années. Il semble y avoir une condition favorable très particulière à une meilleure coopération dans ce domaine puisque le ministre fédéral qui s'en occupe est Marcel Masse. Fût une époque où c'est vous qui écriviez ses discours.

L.B. — C'est vrai. Ça a été mon premier travail lorsque je suis rentrée de mes études en France dans les années 68-69. Marcel Masse était ministre des Affaires intergouvernementales au Québec et j'ai fait un bref séjour à son cabinet où j'étais effectivement son scribe. C'étaient ses meilleurs discours...

LA PRESSE — Aujourd'hui vous ne les écrivez plus mais vous êtes d'accord sur le discours qu'il tient lorsqu'il vient à Paris?

L.B. — Effectivement les bonnes relations personnelles ça finit par jouer aussi. Vous savez, dans l'équipe précédente, moi j'en connaissais personnellement comme Serge Joyal, Pierre De Bané, etc. Mais après la campagne référendaire surtout, on ne peut pas dire que c'était facile même si on se connaissait. C'était plutôt agressif de part et d'autre.

Mais avec Marcel Masse et d'autres ministres fédéraux, surtout ceux du Québec que je connais davantage, les conditions sont telles qu'on peut imaginer dorénavant collaborer à des choses qu'on ne pourrait pas faire seul ni les uns ni les autres, notamment en termes de budget.

Combien coûte la délégation?

C'est un thème qui surgit dans la presse québécoise avec une régularité d'horloger. Il colle même aux souliers d'Yves Michaud qui croyait, en quittant Paris, avoir mis un terme à cette comptabilité de petits fours et de flûtes de champagne.

La question que nous avons posée à Louise Beaudoin a le mérite de la clarté: «Combien coûte en un an au budget québécois la délégation et toute l'opération France, combien est-ce que vous rapportez aux Québécois en un an?»

La déléguée trouverait «dommage et malheureux» de ne compter que ce qui est économiquement quantifiable puisque les «intérêts du Québec sont très polyvalents». Tout de même, puisqu'on insiste... le budget de fonctionnement de la délégation est de deux millions. Si on y ajoute les 4,2 millions de budget de la direction des affaires françaises du ministère des Relations internationales et si on estime à 1,8 million les salaires de la quinzaine de fonctionnaires impliqués, cela donne un total maximal, dit-elle, de huit millions pour l'année 1984.

Sur la même période les services commerciaux de la délégation ont traité 63 dossiers d'exportation du Québec vers la France. Ils ont ainsi joué un rôle qu'ils jugent déterminant dans la vente de biens estimés à \$15 millions (essentiellement dans la filière bois et les industries culturelles).

En sens inverse, les services d'immigration de la délégation ont traité 198 dossiers d'immigrants investisseurs qui ont, comme leur nom l'indique, investi au Québec plus de 71 millions en 84. On peut cependant questionner ici le caractère «déterminant» du rôle joué par la délégation. Ces immigrants n'ont pas toujours besoin qu'on les pousse et les services fédéraux interviennent aussi dans ce processus.

La délégation québécoise revendique par ailleurs un rôle important dans l'implantation à Grenoble de la société Cascades et dans l'achat de Lafarge-Coppée par Lavalin.

Mais si on s'en tenait au strict rôle d'aide à l'exploitation, le «taux de rentabilité» de la délégation serait déjà de 187 p. cent.

Nous avons déjà demandé ici une estimation semblable à Adrienne Clarkson, la déléguée ontarienne à Paris. Pour l'année 83, nous avait-elle répondu, la délégation a coûté un million et a entraîné deux sociétés françaises de construction à investir 15 millions en Ontario, pour ne retenir que ce chiffre.

Nous avons tenté sans succès d'avoir une estimation des coûts et des résultats économiques de l'ambassade canadienne à Paris. Il est vrai que l'opération est plus lourde, plus diversifiée et implique un grand nombre de ministères. Nous nous étonnons cependant que personne ne se soit penché sur cette question au cours des dernières années.



Jacques Lemieux



À
MANAGUA

La bataille du café

L'homme était visiblement affligé. Son visage ruisselait de larmes. Incrédule, Salvador Ramirez, 54 ans, relisait sans cesse un télégramme qu'il tenait entre ses mains: «Telpaneca, 2 déc., 10:00 hres A.M. — Papa, ne t'en fais pas, je serai bientôt de retour — Melania.» Melania Ramirez n'est jamais revenue.

Melania, ainsi que 21 autres personnes ont trouvé la mort le 4 déc., dans une embuscade tendue sur le chemin devant les conduire à une hacienda de café. Seulement neuf personnes ont survécu à cette embûche, considérée par la presse officielle comme la «plus brutale» à survenir depuis que les «contras» (contre-révolutionnaires) ont entrepris en 1981 leur guerre contre le gouvernement sandiniste.

Melania Ramirez et la majorité de ceux qui ont été tués cette journée-là étaient des fonctionnaires à l'emploi du ministère des Télécommunications. Le père de la jeune fille de 22 ans croit que le véhicule a été la cible des antisandinistes parce qu'il transportait des employés du gouvernement, lesquels sont jugés par la «contra» comme des «collaborateurs du régime sandino-communiste».

Cet événement illustre d'une façon tragique l'enjeu que représente au Nicaragua «la bataille du café», un produit dont l'exportation a, en 1983, rapporté 157 millions de dollars US, près de 40 p. cent des entrées de devises du pays.

Les devises

Les devises ont une valeur particulière pour le Nicaragua. Elles sont indispensables à l'achat de tout ce qui n'est pas produit dans le pays: pièces de rechange pour la machinerie ou pour les véhicules, pétrole, médicaments, aliments, etc. — évidemment — armements, sont, concrètement, autant de choses qui ne peuvent être acquises sans les précieux dollars.

La récolte de café est donc décisive pour l'économie du pays, d'autant plus qu'elle est à l'abri de toute tentative de boycott américain. En effet, seulement 1 p. cent des devises générées par le café proviennent des ventes aux États-Unis.

Les opposants armés au gou-



photothèque LA PRESSE

Maria Luisa Molina, 17 ans, est armée d'une mitraillette pour cueillir le café dans une plantation du Nicaragua, qui appartenait autrefois à un colonel de la garde nationale du général Somoza.

vernement ont vite compris le jeu: depuis trois ans, ils ont fait de la récolte de café un de leurs objectifs principaux pour étrangler l'économie chancelante du pays. Ils sont aidés dans leur tâche par le fait que 65 p. cent de la production nationale provient des régions montagneuses du nord. Et comble de malheur pour le gouvernement, c'est là, dans les départements de Esteli, Jinotéga, Madriz, Matagalpa et Nueva Segovia, que les antisandinistes ont toujours été le plus actif.

Quelque 4000 combattants de

la Force démocratique nicaraguayenne (FDN, principal groupe de «contras») tentent, en ce moment, par tous les moyens, d'entraver la récolte. Dès le début des travaux agricoles, en novembre, ils ont détruit partiellement ou totalement huit fermes, causant des dégâts de l'ordre de 300 000 dollars. Cette présence militaire massive de la FDN constitue, il va sans dire, une menace constante pour les ouvriers agricoles. D'ailleurs, selon le gouvernement, une quarantaine d'entre eux ont été assassinés au cours des trois

derniers mois, tandis que «plusieurs centaines d'autres» auraient été enlevés.

Civils innocents

Les dirigeants de la FDN nient vouloir s'en prendre à des civils innocents pour atteindre leurs objectifs. Selon eux, la présence d'unités de l'armée ou de la milice sur les fermes convertit ces dernières en objectifs non seulement économiques, mais également militaires.

Toutefois, cette année, pour la première fois, les «contras» ont attaqué des fermes privées. Il s'agit d'une donnée importante puisque la production du café est au Nicaragua encore à 80 p. cent entre les mains de l'entreprise privée.

«Personne ne se sent en sécurité», affirme Alan Bolt, dont le beau-frère, Noel Rivera, en producteur de café bien connu au Nicaragua, a été assassiné en juillet 1984 par la «contra». «Le simple fait que vous produisiez, ajoute Bolt, peut vous être fatal, les «contras» vous considèrent alors comme un partisan des sandinistes.»

Rivera aurait été tué en raison, semble-t-il, de son refus de collaborer avec les antisandinistes et de sa décision de continuer à produire du café.

Le gouvernement sandiniste ne demeure évidemment pas les bras croisés devant la stratégie de ses opposants. S'il faut en croire les propos du ministre de l'Agriculture, M. Jaime Wheelock, 34 000 soldats auraient été cette année consignés à la défense des caféiers et des ouvriers agricoles.

Les autorités affirment avoir tué 730 antisandinistes entre le 1er novembre et le 22 décembre 1984. Mais les affrontements sont d'une telle ampleur que le gouvernement a dû volontairement renoncer à la récolte sur environ 6 p. cent de la surface cultivée.

Récolte menacée

Le gouvernement n'est pas au bout de ses peines, puisqu'une autre menace, tout aussi sérieuse que celle des «contras», guette la récolte de cette année: l'inex-

périence de la majorité des ouvriers agricoles qui cause énormément de torts aux plants. Avant l'arrivée au pouvoir des sandinistes en 1979, la récolte de café était assurée par le labeur d'environ 50 000 ouvriers saisonniers, tous des paysans pauvres, sans terre, qui voyaient là l'occasion d'accroître leurs maigres revenus. Plusieurs milliers d'entre eux venaient du Honduras ou même du Salvador. Cette époque est maintenant révolue, les tensions entre le Nicaragua et ses voisins ayant, à toutes fins utiles, mis fin à ces courants migratoires.

La réforme agraire entreprise par les sandinistes a rendu difficile le recrutement de la main-d'œuvre. On estime à environ 51 000 le nombre de paysans qui, depuis 1981, ont pu bénéficier du programme gouvernemental de redistribution des terres. Pour le cycle agricole en cours, à peine 15 000 paysans expérimentés sur un nombre de 70 000 cueilleurs participent aux travaux.

La pénurie est en grande partie comblée par près de 40 000 jeunes, provenant surtout des villes, qui profitent de leurs vacances scolaires pour se consacrer à cette tâche «patriotique». Les fonctionnaires du gouvernement sont aussi de la partie. Ils sont une dizaine de mille à avoir répondu favorablement à l'appel lancé, le 31 décembre, par le président Daniel Ortega, qui les avait enjoins à participer à la récolte «même s'il faut fermer momentanément» tout un ministère.

Du reste, le gouvernement pourra compter sur l'appui de 4000 jeunes de 70 pays, membres de «brigades internationalistes», qui sont venus donner leur coup de pouce au Nicaragua. Quatre cents sont d'origine américaine, et on dénombre même parmi ces derniers des anciens G.I.'s du Vietnam.

En dépit de ces efforts conjugués, les autorités, qui dans un premier temps escomptaient récolter 1,4 million de quintaux de ont dû réviser à la baisse leurs prévisions initiales. Et, selon un fonctionnaire de haut rang, M. Daniel Nunez, le gouvernement doit d'ores et déjà envisager la perte de 40 p. cent de la récolte.

La contre-offensive du K.G.B. en Afghanistan

Le messager a gardé sa cravate à la main. Il arrive d'un village au sud de Cholgâr, à quelque soixante kilomètres de la ville sainte de Mazar-I-Sharif. À la lueur d'une lampe à pétrole, Zabiullah Khan déchiffre la lettre avec attention. À trente ans, il commande les quatre provinces du Nord-Ouest pour le compte du Djamiat Islami, l'un des sept principaux mouvements de la guérilla. Le front sombre, il tend le message à l'un des commandants qui l'entourent, puis annonce d'une voix calme: «Le Harakat Inqelobi⁽¹⁾ masse ses troupes devant nos positions de Keshende payan!...»

ALAIN CHEVALERIAS

Une rafale de vent emporte les dernières syllabes. Perdue parmi les verres de thé, un Kalachnikov⁽²⁾ soviétique renvoie l'éclat de son acier bleuté à la flamme affolée de la lampe.

«Les combats continuent donc entre les différents groupes de moudjahiddine?»

Zabiullah Khan hésite avant de me répondre. Il n'aime manifestement pas ce sujet.

— Hélas oui, concède-t-il, mais nous allons essayer d'éviter les affrontements. Chaque fois que le sang coule entre Musulmans, ce sont les Communistes qui en tirent profit...»

Plus tard, par bribes, la vérité m'apparaît. Dans la province de Balkh, le Djamiat Islami a récemment étendu son influence par le jeu de la propagande politique. En cela, Zabiullah Khan suivait les conseils de Massoud, le prestigieux chef du Panchir, chez qui il a séjourné plus de deux mois à la fin de l'année dernière. Bien structuré, le Djamiat Islami peut se permettre une stratégie régionale et même nationale. Mais, immanquablement, il porte ombrage à d'autres mouvements de moudjahiddine moins bien organisés et structurés. Et en tout premier lieu, dans la province de Balkh, au Harakat Inqelobi dont chaque commandant de village jouit d'une autonomie quasi totale sur son territoire. Voilà qui suffirait à expliquer les affrontements de l'été dernier entre les deux mouvements.

C'est là que les services secrets soviéto-afghans entrent en scène avec une habileté démoniaque. Leurs agents, en contac-

tant systématiquement tous les commandants du secteur se sont ménagés un certain nombre de «contacts», d'abord sous prétexte de conclure un cessez-le-feu puis un accord permanent de non agression. Quand la personnalité de l'homme le permet, les Communistes vont jusqu'à offrir des armes et de l'argent, faisant passer insensiblement leur victime de la «coexistence pacifique» à la trahison pure et simple. Si la faiblesse structurelle de Harakat dans la région le rend plus vulnérable que d'autres à ce genre de manipulations, il n'est pas le seul parti à compter des brebis galeuses. Ainsi, en prenant le contrôle direct de l'arrière pays autour de Zari, Zabiullah Khan a dû sanctionner l'un de ses commandants qui avait pactisé avec le gouvernement communiste.

Une fois un mouvement infiltré, il ne reste plus aux Soviétiques qu'à exacerber les différends entre groupes, en particulier en ce qui concerne le contrôle des populations, éternelle pomme de discorde. Les affrontements qui s'ensuivent portent des coups redoutables au corps de la Résistance, autant dans les esprits que dans son potentiel militaire.

Des Moudjahiddine payés par le pouvoir central

L'histoire paraît impossible? Alors laissons parler le jeune Ali. Il n'a pas dix-huit ans et l'un des chefs du Harakat Inqelobi, Ismatullah Khan, l'a recruté par la force au début du printemps. Profitant de l'opportunité du conflit avec le Djamiat Islami, il a déserté et rejoint les rangs de celui-ci au mois d'août. Il porte crânement son turban aux raies verticales qui descend bas sur son front brun de Tadjik. Ses mains sales enserrant le canon d'un Kalashnikov de fabrication soviétique. Mais, comme il l'explique, cette arme n'a pas été prise au combat: «Avec Ismatullah Khan, nous ne nous battons jamais contre les Communistes. Une nuit, un homme du gouvernement nous a apporté un camion de munitions. Nous recevions chaque mois 3000 Afghanis (l'équivalent de 30 dollars, un beau salaire en Afghanistan) et organisations des raids pour obliger la population à nous donner du blé, de l'argent ou des bêtes. Nous récupérons aussi les armes cachées dans les maisons.



Le seul véritable chef de la résistance afghane, le commandant Ahmad Shah Massoud. photo Ponopresse-Gamma

Quand les hélicoptères et les jets venaient bombarder la région, les autres (ses camarades d'alors) se réjouissaient parce qu'ils savaient qu'ils ne bombarderaient que les secteurs du Djamiat. Un commandant d'Ismatullah Khan nous a dit qu'il était monté deux fois sur les hélicoptères...»

Zabiullah Khan n'aime pas que ses hommes me parlent de ses difficultés avec le Harakat Inqelobi. Il préférerait occulter les différents entre moudjahiddine et présenter à l'Occident un front uni. Mais il ne peut empêcher les langues de se délier, surtout quand les bavardages s'assortissent d'un beau fait d'arme? Nematullah Khan, un jeune et audacieux chef de groupe, ne s'embarrasse d'ailleurs pas de considérations politiques. Il déplace avec arrogance sa haute stature de «guerrier du Prophète», manifestant un atta-

chement quasi sentimental à l'égard de son F.A.L., un fusil vendu au Pakistan par les hommes de l'Iman Khomeiny. C'est avec cette arme qu'il a participé à la prise du chef-lieu de Cholgâr au cours du printemps. Il me raconte la bataille avec la faconde imagée des conteurs persans puis ajoute: «Tiens, regarde ce que nous avons trouvé dans les papiers de l'administration.

Et de me montrer une lettre revêtue de nombreuses signatures et d'empreintes digitales pour mieux authentifier le document.

— Par cette lettre, continue-t-il, plusieurs chefs du Harakat promettent de rallier le gouvernement. Maintenant, tu comprends pourquoi ils nous font la guerre.

— Crois-tu que tous les commandants de ce parti se soient ralliés aux autorités communistes?

— Oh non, mais les autres chefs ne le savent pas. Moammadi, leur Emir au Pakistan, doit l'ignorer. L'année dernière, Abdul Qudduz a fait quatorze prisonniers soviétiques. Et pourtant, il appartient aussi au Harakat...

— Et comment s'est terminée cette affaire? On en a beaucoup parlé en Europe.

— Oh! les Russes ont organisé une opération hélicoptère et capturé les trois survivants. Les autres sont morts dans les combats. À Cholgâr, dans les documents de l'administration, nous avons trouvé tous les renseignements sur les déplacements des prisonniers et même le nom de l'indicateur qui a guidé les hélicoptères. Le Khad a des agents partout...»

Le KHAD est bien omniprésent. Emanation du KGB, structuré et organisé sur le modèle de son grand-frère soviétique, le service secret afghan agit avec une efficacité redoutable. Dans plusieurs régions, les moudjahiddine ont trouvé des sommes d'argent colossales dans des sacs de voyage que transportaient des femmes voilées. Ironie du sort, le traditionnel voile islamique sert à préserver l'anonymat des agents féminins du Khad. Ainsi vêtues, ils se déplacent en toute sécurité à travers les zones tenues par la guérilla, distribuant les salaires aux «ralliés» et collectant des informations.

Cette tactique des petits pas peut paraître peu payante. D'un point de vue occidental, c'est vrai: pressés par leurs opinions publiques, les démocraties doivent conclure rapidement les conflits extérieurs. Mais, dans le cadre d'un état totalitaire comme l'URSS, la pression de l'opinion ne joue pratiquement aucun rôle. Le temps, au contraire, devient un allié qui permet de légaliser le coup de force aux yeux du reste du monde.

Pour comprendre la stratégie «d'usure» pratiquée par les Soviétiques en Afghanistan, il suffit de se référer à leur expérience dans les républiques musulmanes du sud de l'Empire. Et là, on comprend que, sans une aide de l'Occident aux maquis afghans, avec le temps, le Kremlin peut gagner la guerre d'Afghanistan.

(1) Harakat Inqelobi: Lui aussi représenté à Pershawar au Pakistan, mouvement politique anti-communiste.

(2) Kalashnikov: Fusil d'assaut soviétique.

Afghanistan: l'armée rouge à l'épreuve du «feu de maquis»

Une chaleur d'enfer. Et cette odeur de poussière qui vous dessèche la gorge. Les moudjahiddine, adolescents rieurs, s'entassent dans les plages d'ombre. Autour de nous, le moutonnement des collines ravonnées, déchiquetées par des pluies oubliées.

Soudain, surgit l'hélicoptère. Irréel, énorme sous sa carapace d'insecte destructeur. Les hommes n'ont pas bougé. C'est à peine si ceux qui somnolent lèvent une paupière lourde de sommeil. A peine si les bavardages s'arrêtent quelques secondes.

Pourtant, le MI 24 se profile menaçant à quelques centaines de mètres de notre camp. J'en suis sûr, le pilote voit la fumée de nos feux. Sans doute même les armes qui brillent au soleil. Anxieux, je guette le monstre. Je surveille ses sabords d'où peuvent jaillir les roquettes... Mais non... L'hélicoptère disparaît derrière une crête, avalé par le relief tourmenté, escorté par le ronflement décroissant de ses turbines.

Combien de fois, médecins et journalistes, visiteurs «illégaux» de l'Afghanistan en guerre, ont-ils assisté à pareilles scènes. Souvent, moudjahiddine et observateurs occidentaux ont conclu à l'inefficacité, pour ne pas dire à la stupidité, des Soviétiques. Une erreur qui pourrait coûter cher. Les Soviétiques ne sont ni stupides ni inefficaces, du moins pas comme nous aimerions à le croire pour nous rassurer. Ils organisent simplement leurs potentiels économiques et humains d'une autre façon.

Seule composante de l'état à remettre des armes entre les mains de non-communistes, l'armée pourrait se laisser séduire par l'idée d'un coup d'état. De la prise de conscience de ce danger par les maîtres du KREMLIN découlent deux principes: le contrôle systématique, et à tous les échelons, de l'Armée Rouge par les services du K.G.B. et la limitation de l'autonomie opérationnelle de ses chefs.

Pratiquement, les commissaires politiques, au niveau des grandes unités, et les espions qui se dissimulent jusque dans les sections de combat, font peser une terreur permanente sur le corps des officiers. Ces derniers, par crainte d'une mauvaise interprétation de leurs intentions, se garde de prendre la moindre initiative. Ils exécutent les ordres au mot à mot, se retranchant toujours derrière l'autorité supérieure. Même si les conséquences de l'application de



Cinq ans après l'intervention soviétique en Afghanistan, les moudjahiddine du commandant Massoud opposent toujours une vive résistance à l'envahisseur.
photo Ponopresse-Gamma

l'ordre doit engendrer une catastrophe. Comportement illogique? Oui, dans le cadre d'une stratégie occidentale où l'on cherche, du moins théoriquement et en temps de guerre, à développer l'esprit d'initiative. Non dans le cadre de l'UNION SOVIÉTIQUE où la tactique a été pensée en fonction des limites de l'outil militaire et de l'histoire de l'Armée Rouge.

Le traumatisme des «panzers»

Pendant la deuxième guerre mondiale, le déferlement des «Panzer» allemands sur son territoire a cruellement marqué l'URSS qui s'empresse de copier l'envahisseur. Voilà qui explique que, aujourd'hui encore, la tactique et la stratégie soviétiques s'articulent autour de la force blindée. Sauf l'exception des troupes d'élite, l'infanterie elle-même ne sait combattre qu'à proximité de ses transports de troupes blindés. Sur le plan tactique, infanterie, tanks et artillerie ne connaissent que le principe de l'assaut, ou plutôt du coup de boutoir, en nombre et appuyé par des tirs d'une densité considérable au regard des critères de l'OTAN. Cette tactique a fait ses preuves dans les grandes et «mornes plaines» qui séparent l'ALLEMAGNE et l'URSS. Là où le relief permet aux Soviétiques de préserver la cohésion de

leur dispositif. Là où l'adversaire ne peut ruser en se servant des mouvements du terrain pour surprendre l'Armée Rouge par des actions ponctuelles, rapides et meurtrières. Pour le KREMLIN, pas de doute, le blindé est, pour les forces terrestres, l'arme totale puisqu'il est parvenu à défaire la toute puissante armée allemande. La tactique employée a en outre l'avantage, décisif, de mettre en ligne une armée peu «intelligente» où les officiers reçoivent des ordres qu'il exécutent sans aucune nuance.

La déconvenue du Kremlin

Aussi, fort de l'expérience passée et des théories militaires érigées en lois, au début de l'invasion soviétique en AFGHANISTAN, le KREMLIN crût que la démonstration de sa force produirait un effet psychologique suffisant pour asseoir définitivement un régime communiste qui soit son allié pour ne pas dire son serviteur. Première déconvenue, loin de la décourager, l'intervention militaire fouettait l'insurrection musulmane. Deuxième surprise, pratiquement simultanée mais prévisible, la tactique soviétique se révélait inopérante contre une guérilla qui transforme les montagnes en pièges mortels pour les colonnes blindées.

Confrontée à cette demi-défaite, l'UNION SOVIÉTIQUE allait-elle repenser son armée et prendre le risque de lui donner les moyens de faire un coup d'état militaire? En ALGÉRIE et au VIET-NAM, les Occidentaux firent ce choix et constituèrent des unités anti-guérilla. Promettant un succès rapide à des gouvernements démocratiquement élus et menacés par les échéances électorales, l'armée débordait alors les politiques affolés et prenait l'initiative de l'action.

Pour les Soviétiques en AFGHANISTAN, rien de semblable. Supervisé par le pouvoir politique, le KGB devient le maître d'oeuvre. Il va jusqu'à planifier les opérations militaires au détail près, comme une horloge de précision d'où l'initiative individuelle est bannie. Nous sommes donc bien dans une logique différente, mais efficace, où les faiblesses selon notre propre conception, deviennent des forces ou pour le moins se dissolvent dans le système.

Ainsi, les Soviétiques, comme nous l'avons vu, compensent le manque de souplesse de l'Armée Rouge par l'infiltration des maquis. Quant au travail politique, par le relais du parti communiste afghan et du KHAD, il est censé, à moyen terme, faire tomber l'AFGHANISTAN comme un fruit mûr. La légendaire Armée

Rouge est donc bien limitée à un rôle purement tactique qui s'articule autour de deux missions: d'une part la défense des bases aériennes et terrestres soviétiques, d'autre part, les opérations contre les positions des moudjahiddine qui menacent l'axe routier.

Ces bases se montrent du reste fort peu agressives et ne font intervenir armes lourdes et fusées éclairantes qu'en cas d'attaques caractérisées des moudjahiddine. Ainsi, pratiquement partout de nuit, et dans certains secteurs même de jour, des groupes d'insurgés armés passent à proximité des camps soviétiques sans essuyer le moindre coup de feu. Dans leurs casernements, les soldats mènent une existence de plus en plus recluse, craignant de s'aventurer à l'extérieur du périmètre de sécurité à cause des attentats et des risques de capture par les moudjahiddine. Plusieurs dizaines de jeunes conscrits végètent dans les maquis ou dans la zone tribale pakistanaise pour avoir voulu prendre un bain dans la rivière ou manger un morceau de melon au marché.

Mais, comme nous allons le voir, l'Armée Rouge, en AFGHANISTAN, ne se contente pas d'assurer la sécurité de ses «popotes»...

DEMAIN
L'AN 2000

Yves Leclerc



Des disques grands et petits

Lorsqu'on coupe le contact sur la plupart des micro-ordinateurs (les micros de poche ou de cartable sont l'exception principale), tout le contenu de la mémoire s'efface, données aussi bien que programmes. D'où la nécessité de doter l'ordinateur d'une mémoire plus permanente, capable d'emmagasiner des contenus quand le courant est coupé.

Jusqu'à il y a un peu plus d'un an, dans le monde des micros du moins, la solution à ce problème des mémoires externes ou «mémoires de masse» était simple: magnétophone à cassette pour les ordinateurs domestiques peu coûteux, unité de disquette de 5 pouces 1/4 pour les machines plus chères et les appareils de bureau.

On semblait même se diriger vers une standardisation «de facto» sinon officielle, avec l'émergence de trois normes dominantes dans les trois secteurs principaux de l'industrie: celle du DOS de Commodore pour les ordinateurs domestiques à bas prix, celle de l'Apple DOS 3.3 pour les machines de la gamme moyenne, et celle de l'IBM-PC pour le haut de gamme et les équipements de bureau.

Et bien sûr, comme cela se produit toujours dans ce secteur, tout a été chamboulé depuis lors par une série de nouvelles découvertes et de nouveaux produits plus rapides, plus puissants ou moins chers. Les cassettes sont bien toujours là en bas de gamme, mais elles sont menacées de deux côtés à la fois: d'une part par les moins chers des lecteurs de disques, qui en un an sont passés de plus de \$400 à environ \$250

(canadiens); et d'autre part, par une vieille technique qui connaît un regain de vitalité, celle des «wafers» ou boucles sans fin, relancée par Sinclair en Angleterre pour ses modèles Spectrum et QL et par les Japonais pour les appareils de la norme MSX.

Mais c'est du côté des disques que s'est produit le plus gros bouleversement: chambardement des formats, des capacités et des technologies elles-mêmes.

Disque dur ou disque mou

Depuis plusieurs années déjà, l'alternative principale au disque «souple» classique est le «disque dur» utilisant la technique Winchester mise au point chez IBM. Un plateau rigide, inamovible, tournant à très grande vitesse dans un environnement soigneusement contrôlé, peut contenir de 20 à 50 fois plus de données qu'un disque «mou» ordinaire, et y donner accès de dix à 30 fois plus vite environ.

Jusqu'à récemment, le grand obstacle à cette solution était le prix: de cinq à dix fois celui d'une unité de disques normale. Pour les utilisateurs professionnels, les gains en capacité et en vitesse d'exécution compensaient souvent pour cette différence de coût, mais pour les machines domestiques ou personnelles, la barrière était de taille: on parlait de \$2000 à 5000 au lieu de \$500 à 1000.

Depuis l'automne dernier, cependant, des progrès dans les méthodes de fabrication font crouler les prix. Par exemple, on peut se procurer un disque dur pour IBM-PC ou compatible pour environ \$1000 pour 10 mégaoctets. C'est-à-dire que pour le double du prix d'un lecteur de disquettes, on a une mémoire de masse d'une capacité près de 30 fois plus grande.

Et ce n'est pas tout. Pendant que le prix des disques durs baisse, la capacité des disquettes souples augmente: déjà, le PC-AT d'IBM est équipé de disquettes de plus d'un mégaoctet, et une nouvelle technique d'enregistrement «vertical» (plutôt que seulement en surface) promet des densités de 7 ou 8 millions d'octets sur une disquette de cinq pouces. Une autre formule, la «boîte de Bernoulli», offre un système amovible de 5 mégaoctets pour moins cher que le disque dur correspondant.

Enfin, il y a toute la nouvelle génération des micro-disquettes de 3 pouces 1/2 à enveloppe rigide,

formule qu'ont adoptée Hewlett-Packard et Apple pour leurs modèles les plus récents, et qui se répand très rapidement surtout dans la catégorie des ordinateurs portatifs (notamment Epson).

Pour l'instant leur capacité est limitée, mais les modèles à double face sont sur le point de faire leur apparition, et ceux en quadruple densité (environ 1,5 mégaoctet) ne sont pas loin derrière.

Tout cela n'est rien à côté de ce qui nous attend à l'horizon des années 1987-88: les disques à lecture optique d'abord, à écriture et lecture opto-magnétique ensuite.

Depuis que le vidéodisque au laser est apparu (sans grand succès jusqu'à maintenant, il faut le dire), on est conscient du fait que cette technologie, adaptée à l'encodage numérique des ordinateurs, offre des possibilités exceptionnelles: la capacité, la vitesse de lecture et la souplesse d'utilisation du médium sont nettement supérieures à celles du disque magnétique.

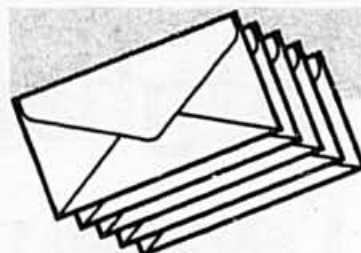
Cependant, deux problèmes se posaient. Le premier est d'ordre économique, le second d'ordre technique. Commercialement, le vidéodisque n'a pas «décollé», détrôné dès sa naissance par le magnétoscope Betamax ou VHS. En l'absence d'un produit de masse à prix raisonnable susceptible d'être adapté aux besoins de la micro-informatique, les partisans de cette formule ont dû ranger leur frein.

Mais la situation est en train de changer avec le succès grandissant du disque audio «compact»: on approche de la masse et du prix critiques pour qu'il devienne rentable de mettre au point un modèle «informatique», qui serait capable de stocker au bas mot 100 millions d'octets! Soit environ dix fois la capacité d'un disque dur, pour une taille et un coût comparable.

Ici intervient le second obstacle: la technologie actuelle ne permet d'écrire qu'une seule fois sur un disque optique. Celui-ci peut donc servir pour la diffusion des programmes et des données, il ne peut jouer le rôle de «mémoire de masse» à fins multiples dont on a besoin avec un ordinateur.

Là aussi, il y a de l'espoir. Plusieurs sociétés, notamment au Japon, travaillent à la réalisation (pour 1989-90 environ) d'un disque «opto-magnétique» qui aurait toutes les caractéristiques du disque optique au laser, mais qui serait effaçable et réutilisable.

Si cet espoir est réalisé, on assistera à un nouveau boom dans le domaine des mémoires de masse à côté duquel celui d'aujourd'hui n'aura été que de la «petite bière»...



LE COURRIER

On adresse le courrier à
Yves Leclerc
La Presse - PLUS
7, rue Saint-Jacques
Montréal, Qué. H2Y 1K9

Cher Monsieur,

Je suis un étudiant propriétaire heureux ou malheureux d'un ordinateur Adam de Coleco. C'est donc avec stupéfaction que j'apprenais par les journaux que cette compagnie avait décidé de retirer son produit du marché. Par conséquent, j'ai quelques questions à vous poser à ce sujet.

1) Quel est l'avenir de cet ordinateur?

2) Coleco va-t-elle continuer à fabriquer ses cassettes...?

3) J'ai lu... que la programmation de l'Adam était identique à celle de l'Apple IIc. Quelle est la différence entre l'Apple IIc et l'Apple IIe quant à la programmation? Est-ce qu'un livre ou une revue a été publié décrivant cette différence?

4) Comment faire fonctionner le langage machine sur l'Adam?

5) Est-ce que la décision de Coleco de retirer son ordinateur Adam du marché est irrévocable?

L.-J. Saindon, St-Colomban
RÉPONSE: Malgré votre demande d'une réponse personnelle, j'ai préféré inclure votre lettre dans ce courrier pour deux raisons. La première est égoïste: le courrier est maintenant tellement volumineux qu'il m'est impossible de répondre par écrit en détail à chaque lecteur qui fait appel à moi. La seconde est altruiste: vous n'êtes sans doute pas le seul à vous poser ces questions, et la raison d'être du courrier est de rendre service et d'informer le plus grand nombre possible de gens.

Comme vous vous en doutez, l'avenir de l'Adam est plutôt compromis, à moyen et long terme. À court terme, il n'y a rien à craindre. Au Canada en particulier, la compagnie continue à commercialiser cet ordinateur tant qu'elle en a en stock (probablement jusqu'à la fin de l'année), et à rendre disponible programmes, périphériques et accessoires (dont le second lecteur de cassettes pour lequel un emplacement est prévu dans l'unité centrale).

Je comprends qu'avec les moyens limités d'un étudiant, vous n'êtes pas tenté par l'unité de disques, mais pour d'autres que cela intéressait, je souligne que ce produit est disponible, qu'il fonctionne tout comme la cassette, avec les mêmes commandes (donc pas besoin de modifier vos programmes), mais qu'il est beaucoup plus rapide.

Il n'est que partiellement exact de dire que la programmation de l'Adam est identique à celle de l'Apple IIc. Ce qui est vrai, c'est que le BASIC de Coleco a la même syntaxe que celui

de l'Apple II (qui est le même sur tous les modèles, de l'Apple II original jusqu'au IIc). Donc vous n'avez pas à vous préoccuper des différences minimes qui peuvent exister entre les différentes versions de l'Apple pour l'Adam, cela n'a aucune importance, sauf pour deux facteurs.

Le premier est la quantité de mémoire: 64 Ko dans l'Adam, 128 Ko dans l'Apple IIc. Ce n'est un problème qu'en apparence, puisque dans ses instructions habituelles le BASIC Applesoft ne peut gérer que 64 Ko de mémoire. Donc les programmes écrits dans ce dialecte ne devraient pas poser de problèmes de mémoire dans votre appareil.

Le second problème est plus épineux. Si la syntaxe des deux BASIC est identique, leur implantation et leur fonctionnement sont très différents: Apple et Coleco utilisent des microprocesseurs entièrement différents (le 6502 d'une part, le Z-80 de l'autre) dont le langage machine n'a rien en commun. Ceci veut dire que d'une part les programmes ou les routines en langage machine pour l'Apple ne fonctionneront pas sur Coleco, et d'autre part que les PEEK et les POKE dont Apple est si friand pour accéder à certaines fonctions de base et à certaines possibilités d'affichage ou de graphisme ne fonctionneront pas sur l'Adam.

J'ai entendu dire que des passionnés de l'Adam ont travaillé à établir une «table de correspondance» pour résoudre cette dernière difficulté, mais je n'ai pas d'autres renseignements pour l'instant. Pour ce qui est du langage machine pour le Z-80, il existe d'excellents manuels (dont un en vente chez Radio Shack), mais il vous faut aussi un programme «assembleur» qui permet de programmer en code machine. J'ai vu ce programme annoncé pour l'Adam, mais j'ignore s'il est facilement disponible.

Enfin, je suis sûr que oui, la décision de Coleco de retirer l'Adam est irrévocable, mais cela ne doit pas trop vous inquiéter. Le nombre d'utilisateurs de cet ordinateur est assez grand pour constituer un marché intéressant, et vous pouvez vous attendre à ce que sinon Coleco, du moins des producteurs indépendants, continuent à répondre à vos principaux besoins, comme cela se fait encore pour le TI-99/4A de Texas Instruments, pourtant retiré du marché depuis fort longtemps.

Pour plus de détails vous pouvez toujours vous adresser à l'un des deux numéros suivants: Coleco Canada (514) 934-1100, ou Coleco Industries (ligne directe vers New York) (514) 866-0089.

18 PLUS, MONTRÉAL, SAMEDI 23 MARS 1985

COMMODORE 64

ÉCRAN MONITEUR COULEUR
CLAVIER ORDINATEUR
LECTEUR DISQUETTE
LOGICIEL TRAITEMENT DE TEXTE FRANÇAIS

LOGIDISQUE

«L'ÉCRIVAIN PUBLIC»
Le logiciel avec accents français

«INFORMATIQUE D.R.»

Dumoulin

271-2316
8184, RUE SAINT-HUBERT (MONT DE JARRY)

FARCE FOOD



L'EMPIRE DES SENS

Serge Grenier



RESTAURANT

Le retour du grand Ruby

Dans le Montréal de 1955 il fallait les chercher les restaurants exotiques. Les Vietnamiens, occupés qu'ils étaient à guerroyer, n'avaient pas encore pris le bateau; les Japonais consacraient toutes leurs énergies à se rebâtir un pays; les Indiens étaient bien chez eux; les Nord-Africains et les Libanais connaissaient à peine notre existence; l'Amérique du Nord des Sud-Américains s'arrêtait aux États-Unis. On mangeait français (La Tour Eiffel, Chez Son Père, Le 400, Le Paris), italien (Peppe's American Spaghetti House, Frank De-Rice, Piazza Tomasso), juif (Ben's, Schwartz, Moishe's). Soit dit en passant, le smoked meat sandwich de nos amis kasher est une invention typiquement montréalaise, au même titre que Leonard Cohen, Mondecari Richler et les Bronfman. Pour l'exotisme il n'y avait, à vrai dire, que la Chine: la Chine d'un Chinatown qui avait fière allure en ce temps-là. L'ouverture, en 1955, du Ruby Foo's du boulevard Décarie fit du pétard: un gigantesque restaurant archi-décoré, spectaculaire où j'eus l'immense joie, mes quinze ans venus, de manger mon premier egg roll with plum sauce, mon premier moo goo gai kew, mes premiers spare ribs — et de pratiquer mon anglais... Depuis, le egg roll s'est fait rouleau, l'exotisme a pris d'autres couleurs et les Chinois se sont répandus dans tous les cantons. Ruby Foo's, qui avait tenu bon jusqu'à l'an dernier, rouvrira bientôt ses portes. La chaîne Hy's, de Vancouver, spécialisée dans les grillades, a pris en charge l'établissement. On y glissera bien quelques steaks mais le restaurant demeurera ce qu'il a toujours été: chinois d'Amérique.

THÉÂTRE

L'autre Rosanna

Drôle de coïncidence: la Rosanna télévisée du «Temps d'une paix», de Pierre Gauvreau, fut précédée de la Rosanna théâtrale du «Temps d'une vie», de Roland LePage. Cette pièce, un des grands moments

de notre dramaturgie, fut créée en 1977. Toute en sensibilité et en puissance, Murielle Dutil y jouait le premier rôle, celui de Rosanna, précisément. Demain soir (dimanche), la maison de la culture du Plateau Mont-Royal en offrira une «lecture en places», toujours avec Dutil. C'est la vie de Rosanna Guillemette, de sa naissance au début du siècle à sa mort dans les années soixante et, à travers elle, le cheminement du peuple québécois. Un texte tout à fait remarquable.

MAGAZINE

Le Times, c'est de l'argent

On ne le dira jamais assez: le magazine de l'édition dominicale du New York Times est jouissant. A vos amis qui l'auraient acheté dimanche dernier demandez qu'ils vous prêtent, s'ils ont eu l'excellente idée de le conserver, l'édition spéciale portant sur les voyages qui s'appelait «The Sophisticated Traveler». C'est déjà beau — et rare — de lire à propos d'Ayutthaya, l'ancienne capitale et ville sainte de la Thaïlande; ça devient magnifique lorsque c'est Han Suyin qui a tenu la plume. Le Tivoli de Copenhague revisité par Margaret Atwood. De Jérusalem au Caire avec D.M. Thomas. Le tour des forteresses de la Méditerranée. Oslo. Croisière sur le Yangtze. L'île Denis, la plus petite et la plus éloignée des Seychelles. Les Galapagos. Tout ça ne vaut pas Fort Lauderdale, bien sûr, mais ça change le mal de place.

BOTANIQUE

Des siècles en pots

Ils ont traversé le Pacifique, le continent et la sévère quarantaine qui leur avait été imposée. Remis de leur choc post-opératoire, ils seront bientôt exposés au nouveau jardin chinois du Jardin botanique. Torturés comme s'ils avaient subi cent ouragans, ouverts comme les gemmes les plus précieuses, nourris, taillés, soignés, porteurs de décennies d'amour, élégants, fascinants, ces inestimables cadeaux du roi de Hong Kong, Monsieur Wu, démontreront hors de tout doute aux Montréalais ébahis que c'est dans les petits pots qu'on trouve les meilleurs bons saï.

POUR LIRE

Jean Basile



De l'information sérieuse sur les drogues

Psychotropes
un journal d'information
sur les drogues et
leurs usages
en collaboration

Le Québec n'a jamais été un pays arbitrairement réfractaire à la drogue. Je ne veux pas dire qu'on l'accepte comme un fait accompli, sans importance médicale ou sociale, moins encore comme un « bien ». Mais, jamais, on n'a tenté de fermer une bouche et, dès lors, le discours a pu s'amorcer, puis s'épanouir de différentes façons. Pour une fois, la France, qui aime tant à se croire en avance, est en retard (sans offense) et c'est bien la Belgique qui s'est associée au Québec pour publier « **Psychotropes** », un journal d'information sur les drogues et leurs usages, dont on vient de célébrer le deuxième anniversaire lors d'un petit colloque et la publication, attendue comme toujours, du numéro 1 du volume 2.

Il est très difficile de parler de la drogue parce que, qu'on le veuille ou non, elle fait encore figure de tabou, comme le sexe. La tâche était donc immense de concevoir et de présenter une revue sérieuse dans son contenu, c'est-à-dire informée, sans tomber ou dans l'hypocrisie pure et simple ou dans un laxisme aussi dangereux que la condamnation sans procès. La drogue est, en effet, un phénomène extrêmement complexe, qui touche, de biais, la plupart des domaines de la connaissance humaine même si cela n'est pas évident. Bien que jeune encore, « **Psychotropes** » s'est affirmée, sans aucun faux pas, comme une revue fiable, consciente du terrain miné où elle s'aventure, sans autre morale que celle, absolument nécessaire, de prétendre que l'éducation et la connaissance valent mieux que la répression.

D'ailleurs, « **Psychotropes** » n'a rien des joyeux magazines des années soixante-soixante-dix. Elle n'est pas, décidément, « psychédélique », comme on disait dans le temps. Non! La base de ses collaborateurs sont des gens qui portent cravates et qui savent présenter un diplôme quand il le faut. Si l'on veut bien lire la liste de l'« Équipe internationale de rédaction » on y verra que l'université domine et même l'Université catholique de Lou-



vain dont on ne peut quand même pas dire qu'elle est particulièrement « ollé-ollé ». La raison en est simple. La drogue est maintenant devenue un terrain de recherche (presque) sérieux, sans compter qu'elle représente, sous ses aspects purement médicamenteux, un fructueux marché. Car les « psychotropes », ce n'est pas seulement le haschich ou le LSD-25 mais toute une gamme de produits de soutien en psychiatrie par exemple.

Le titre de la revue, il faut le dire, ment un peu. On n'y parle pas seulement de « psychotropes » mais des « drogues » en général et même en très général. C'est ainsi qu'on peut y trouver des articles sur le vin, un autre sur le tabac, un autre encore sur ce phénomène assez assommant des « poppers », enfin toute la panoplie de ce qui aide l'homme, accablé par le poids de sa trop vieille civilisation, à vaincre la fatigue et le ressentiment, dont la bière, en ce qui nous concerne, est le symbole le plus classique. Car, selon le mot même du rédacteur en chef, Ronald Verbeke, le fait d'une « drogue » est d'être avant tout « gratifiante », du moins sur le moment, d'où son succès. De cela, je ne suis pas sûr, mais c'est aimable.

Il va de soi qu'une revue reflète les intérêts particuliers de son comité de rédaction. « **Psychotropes** » a donc ses limites que l'on ne peut cacher, surtout si on compare cette revue aux travaux remarquables des chercheurs du jardin botanique de

Harvard, le docteur Schultz en tête. On regrette donc des faiblesses en ethnobotanique par exemple, en psychiatrie, en anthropologie, en sémiologie, en linguistique, sans compter tout le domaine fascinant de l'art et de l'histoire et même de l'histoire des religions. Mais il s'agit moins, je crois, d'un manque volontaire, d'un défaut dans l'ouverture d'esprit que d'un état de fait: la collaboration est rare dans certains domaines et la recherche sur le terrain est extrêmement onéreuse, donc impossible à financer s'il fallait le faire. On pense, naturellement, à tout le domaine africain, beaucoup moins connu et peut-être tout aussi riche que le domaine américain qui a bénéficié de recherches assez systématiques sans compter, *last but not least*, le bassin méditerranéen et même l'Europe continentale peu riches en « psychotropes » il est vrai et moins encore en narcotiques mais bien fournies en solanacées, les fameuses « herbes des sorcières » dont l'emploi en pharmacie est d'ailleurs généralisé.

De même, on pourrait reprocher à cette revue son aspect austère qui, sans doute, contribue à sa jeune réputation de revue « sérieuse ». Mais le temps n'est plus où l'on distinguait sans merci la revue « spécialisée » et la revue destinée à un plus large public (ce que souhaiteraient, au fond, les responsables de « **Psychotropes** »). La mise en page, pour belle qu'elle soit, est un peu cravatée, diplômée. L'iconographie est particulièrement pauvre et cela, je crois, est aujourd'hui inadmissible même si nous manquons de ressources en bibliothèque dans le petit pays où nous sommes et où la revue est fabriquée pour être ensuite envoyée de par le monde. La psychiatrie, pourtant fort soucieuse, et avec encore plus de raisons que la drogue, de sa respectabilité, s'est donnée, par exemple de « l'Âne » et d'« Ornica », les sciences sociales de « Recherches », etc... Les exemples abondent et mériteraient d'être médités par l'équipe de « **Psychotropes** ».

Tout cela, considéré le travail véritable et la recherche qu'on y trouve avec abondance, n'est que brouille et réflexion de maniaque. L'important est, je pense, qu'un flambeau reste allumé dans ce domaine de la recherche et qu'il soit allumé en français. Ce n'est pas là du nationalisme de langue déplacé. On a cru longtemps, et l'on croit encore dans certains milieux, que l'Amérique anglophone est au centre de l'expérience psychoréologique (banale ou scientifique). Cela n'est pas tout à fait vrai. Il suffit de constater que la recherche américaine a été plus intensive, plus systématique, plus courageuse aussi. Le Québec est justement placé pour jouer le rôle de plaque tournante et il est heureux qu'il le joue avec un véritable brio. Aussi, il me semble bon que la partie européenne du comité de rédaction s'attache sans tarder à explorer ce que ne peuvent pas faire les Américains anglophones ou même francophones: le cas européen et, pour commencer, un bon survol de l'histoire. Mais sans laisser tomber le reste.

PARLER D'ICI

Philippe Barbaud



Ah! ce QUE

Vous dire que j'ai gardé un mauvais souvenir de mes cours de français lorsque j'étais au collège — classique, s'entend — serait exagéré et injuste. Je n'étais pas un Huron ni mes professeurs, des robes noires malgré l'apparence. Mais j'ai connu la guerre au « que ». « Trop de « que » dans vos phrases », me lançaient-ils en classe. « Le « que » fait la phrase lourde et pesante », statuaient-ils en connaisseurs. « Style laborieux », griffonnaient-ils dans la marge de mes dissertations. Bref, le « que » était devenu l'un de mes nombreux traumatismes linguistiques qu'ils me fallait éliminer si je voulais conserver l'équilibre mental qui sied à tout collégien bien né.

Avec le recul du temps, je dois avouer que mes bons maîtres erraient quelque peu car leur sens de l'esthétique en matière littéraire reposait sur des critères aussi arbitraires que difficiles à énoncer. Pourtant, mes « que » étaient mis au bon endroit, avec le bon verbe, devant la bonne proposition, complétive ou relative et de surcroît, à l'indicatif ou au subjonctif, conformément aux règles de la concordance des temps. Je ne voyais pas pourquoi trop de « que » me méritait une prose aussi mal notée. Pourquoi me reprochaient-ils mes « que » alors que j'employais trois fois plus de « de » ? C'était à n'y rien comprendre. J'cause français, après tout!

Or, l'autre jour, voilà que mes pathologies de collégien se réveillent brusquement à la lecture d'un commentaire d'appréciation de l'une de mes étudiantes. A l'UQAM, c'est de tradition... Et de m'écrire: « J'insiste que je suis très insatisfaite de ce cours-là et je ne ramasse presque rien des connaissances, du début jusqu'à la fin de la session. » Croyez-le ou non: ce qui m'a perturbé au plus haut point, ce n'était pas la critique (on ramasse ce qu'on peut... me consolai-je) mais bien le... « que ». Comment une locutrice de langue française arrivait-elle à dire: *J'insiste que...*? Quelque chose de grave se manifestait dans la compétence linguistique de cette personne. Mais quoi?

Du coup, je finis par être obsédé. Des « que », j'en ai vu et entendu partout. Mais ce n'était pas les mêmes que les miens. A vous d'en juger puisque vous m'accorderez qu'il n'est pas rare d'entendre et de voir écrit des choses comme: **le procureur a soumis que...*; **il faut postuler que...*; **on anticipe que...*; **le gouvernement favorise que...*; **le calcule*

que...; **nous autres, on figure que...*; **le syndicat a négocié que...*; **on peut inférer de cela que...* et surtout le controversé **le réalise que...*

De telles tournures me paraissent ne pas se justifier à l'écrit parce qu'elles contredisent les propriétés syntaxiques de ces verbes-là. C'est la raison pour laquelle je leur assigne un astérisque. En effet, si l'on se fie non seulement aux dictionnaires mais à sa propre intuition, de tels verbes ne sont jamais compatibles avec une subordonnée complétive. On dira qu'ils ne « sélectionnent » pas un complément d'une telle nature. Il se peut cependant que sous l'influence de l'anglais ou encore en raison d'une dynamique interne de la langue française, l'usage de la langue orale permette que de telles tournures, acceptant comme complément d'objet direct une proposition complétive conjuguée, puissent se généraliser à l'ensemble des verbes français.

Mais j'aime à croire justement que le génie de la langue française réside absolument dans le fait qu'on puisse dire: *je refuse que tu partes* mais pas: **j'écarter que tu partes* car on dit plutôt: *j'écarter l'idée que tu partes*, ce qui revient au même après tout. Mais qui peut se targuer d'affirmer que le génie d'une langue quelconque réside dans telle propriété plutôt que dans telle autre? Le principe de la généralisation des formes d'une langue ne justifie pas à mes yeux qu'une tendance linguistique quelconque doive inéluctablement s'imposer à l'usage. Ainsi, j'admets que la compatibilité des verbes avec une proposition complétive, conjuguée ou infinitive, demeure une propriété aléatoire et particulière à chaque verbe.

Quoi qu'il en soit, l'usage actuel ne tolère pas que l'on puisse librement associer n'importe quel verbe avec n'importe quel complément. La connaissance de ces mécanismes ou plutôt l'habileté langagière à s'y conformer est affaire d'instruction et d'expérience linguistique. Qu'à l'oral un locuteur transgresse inopinément les règles de la syntaxe, cela reste sans grande conséquence en regard des pratiques linguistiques de tout un peuple. Mais que ces transgressions soient légitimées par l'écrit de médias, des publications gouvernementales ou de tout autre support à caractère public, voilà qui me dérange au plus haut point car ce qui est en cause, ce n'est pas « mon » style mais bien « la qualité » de notre langue.

POUR ÉCOUTER

Mario Masson



LA MUSIQUE DE FILM

Drames sonores...

Que serait un film sans la musique qui l'accompagne? Hum! Je vous le demande? Comme si le son était essentiel au mouvement. Même à l'âge d'or du cinéma muet, il était inconcevable que la musique soit absente. Dans toutes les petites salles de quartier, il y avait au moins un pianiste qui ponctuait le déroulement de l'action, qui marquait plus sûrement que la parole incertaine les états d'âme, la tristesse, la peur, le rire, la haine, la violence et surtout l'amour... Et ce dialogue entre l'image et le son que le théâtre, la danse et l'opéra avaient depuis des décennies officialisé devait tout naturellement deve-

nir partie intégrante du cinéma.

Peu de producteurs résistent à la tentation de mettre sur le marché la trame sonore de leur film. Les comédies musicales nous avaient habitués à ce phénomène. Mais depuis que l'Occident s'est mis à l'heure de la vidéo, c'est le cinéma lui-même, ou à tout le moins un certain cinéma, qui est en pleine mutation. Il n'y a qu'à penser au film *Purple Rain* de Prince. De plus en plus, les films sont taillés comme d'énormes vidéo-clips où l'on ne sait plus très bien si c'est l'image qui devient le faire-valoir de la musique ou le contraire. En tout état de cause, il n'en demeure pas moins que les trames sonores abondent.

Certaines d'entre elles sont franchement mauvaises. Par contre il en est d'autres qui offrent une qualité remarquable. Au point qu'elles se laissent écouter sans que le recours à l'image ne s'impose. Et c'est là le signe d'une musique intense, bien faite, significative, une musique qui vit par elle-même, une musique qui résiste à l'absence de l'image.

J'ai conservé six trames sonores très différentes les unes des autres, mais qui offrent toutes



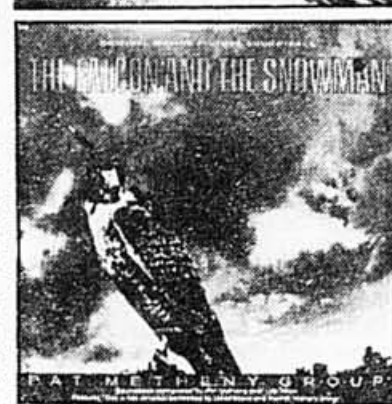
une musique, selon les intérêts de chacun, pertinente.

Paris, Texas

Un film remarquable de Wim Wenders. Un disque tout aussi remarquable. On doit la trame sonore à Ry Cooder, l'un des guitaristes les plus complets des États-Unis, qui s'abreuve sans vergogne aux racines noires de son passé pour produire une musique à la fois dense, lente et dramatique, presque étouffante, avec pour seul instrument une guitare steel qui pleure sous le massage pervers d'un bottleneck... J'adore!

Heavenly Bodies et Vision Quest

Deux disques avec une musique au goût du jour, rondement menée, en rien extraordinaire, mais honnête et percutante tout de même, mettant en vedette les actuels gros noms, ou ceux en passe de le devenir, de la musique pop comme The Tubes, Boys Brigade, Sparks, chez les jeunes loups ou encore Journey, Madonna, John Waite, Dio, Foreigner ou Style Council. Ça se laisse écouter...



Heaven Help Us

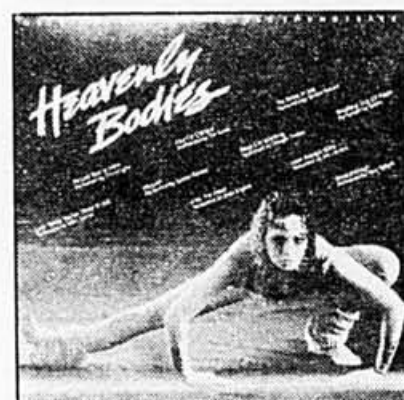
Dans le style revival, on ne fait pas mieux. Ce disque a un petit air de nostalgie bien joufflu. Encore une histoire de temps jadis, où la musique devient la mémoire du passé à jamais perdu, et toujours présent. Ah! la mémoire! Miroir qui ne nous lâche jamais. Avec les versions originales de chansons hyper-connues de Little Richard, Marvin Gaye, Otis Redding, The Temptations, The Four Tops, Sam the Sham, Smokey Robinson. Pour pleurer un bon coup et se remémorer nos amours de jeunesse, il n'y a pas mieux.

The Cotton Club

Une sombre histoire de gangsters, de nanas bien en chair, d'argent mal blanchi ou trop bien, sur fond sonore scintillant, alors que l'époque s'évanouissait dans les brumes du swing. En vedette, la musique de Duke Ellington et de Cab Calloway rendue avec un respect profond, avec grandeur et révérence, par des musiciens contemporains. Ça se faufile avec bonheur dans le creux de l'oreille.

The Falcon and The Snowman

De fait, cette trame sonore est un album du Pat Metheny Group. Une seule entorse, la voix de David Bowie que l'on peut entendre sur une mélodie superbe de Metheny dans la chanson *This Is Not America*... Le reste du disque est fort différent, alors que l'on retrouve avec plaisir la guitare-ordinateur de Metheny arpègent avec appétit un terrain neuf fait de mélodies suaves, d'harmonies troubles et de rythmes surprenants et séduisants. Un bel album.



LES CHOIX DE GÉRARD LAMBERT

VAN MORRISON

A sense of Wonder
MERCURY SRM 1 4098
***½

Autant commencer par là, pour ne pas se méprendre, certains musiciens sont authentiquement et essentiellement incapables de médiocrité; c'est-à-dire de laisser-aller-à-la-soupe du show-business ambiant. Morrison est de ceux-là. Il affirme ses talents hors-pair de mélodiste en transcendant les arrangements dont peuvent être habillées ses chansons. Entre mélancolie et espoir. Une superbe voix, un savoir-changer qui lui est propre. Un album aux couleurs des paysages celtiques. Il a toujours cette densité qui vous accroche et vous retient. Une délicatesse pointilliste et discrète.

JOE KING CARRASCO AND THE CROWNS

Bordertown
IMPORT NEW ROSE R 40

C'est le Speedy Gonzales du Texas. Du pur bubble-gum qui vous oblige à déraisonner sans complexe. On tient là le gros lot. Y a aussi largement de quoi arborer des mines réjouies. Une véritable leçon de rock-n-roll ska, léger, déchainé! Tout cela baigne dans un humour décapant à plaisir. C'est un véritable album doré sur tranche de cuivres performants. Il faut parler aussi de cet orgue contagieux qui ceinture les chevrotelements nasillards de Carrasco ce Farfisa à la fois grêle et vivace. Un enregistrement qui respire et vit, bref, un disque!

ANGEL CITY

Two Minute Warning
MCA 5509

Du rock australien à la croisée des chemins: son surpuissant d'autoroute hard, sens de la mélodie échappée des avenues pop. Compositions tour à tour fracassantes, époumonantes, vertigineuses. Furieuses envolées, reliefs abrupts d'un parcours musical en montagnes russes. La voix éraillée du chanteur nous remplit les oreilles; happée par l'assaut des guitares hypnotiques, qui battent le fer à froid avec la précision implacable d'un scalpel. Un disque brûlant comme une fièvre, porteur d'une certaine urgence, serré compact comme une boule de neige.

RAY LEMA

Kinshasa — Washington D.C. — Paris
IMPORT CELLULOID
CEL 6658
***½

Ray Lema est un zairois, subtil dans sa façon de vous saisir l'oreille. Soul, funk, reggae, y compris certains éléments de musique arabe. Il assimile tout, il sait s'y prendre pour doser ses influences, il sait surprendre en mélangeant tout, mais pas n'importe comment. Un disque varié, agréable, maîtrisé, aboutit comme on en voudrait plus souvent, jouissif et optimiste. Un timbre noir et juteux, l'idéal pour propulser la musique africaine ici en action. Que de bon grain et hausse de température garantie. Une musique qui oscille habilement entre nervosité, relaxation et élasticité. Là, mon vieux, tu m'as mis les rotules en marmelade.



Une volonté politique pourrait protéger les personnes âgées...

On se souvient peut-être que depuis près de deux ans, le CSS-Richelieu (Centre de services sociaux de la Rive sud) a entrepris une lutte contre les foyers clandestins.

Non pas seulement en se contentant de désigner du doigt au service de l'Agrément du ministère des Affaires sociales les maisons sans permis, mais en traitant de l'aspect juridique et humain du problème et en proposant des structures nouvelles pour atteindre ce but.

Outre une loi qui permettrait aux CSS du Québec d'intervenir dans les cas de personnes en danger, le CSS-R demande au législateur de rendre obligatoire le signalement des personnes âgées dont on abuse, qu'on exploite, qu'on néglige. Il souhaite que les CSS soient formellement mandatés pour recevoir et traiter ces signalements. Enfin, comme solution au manque de ressources, il propose que le réseau privé d'hébergement soit davantage sollicité et supporté en complémentarité avec le réseau public. À titre expérimental, il suggère la création de foyers autofinancés.

Un réaliste ou un pessimiste?

Au début de l'année, un travailleur social, dans une longue lettre, a commenté ce plan du CSS-R. Il écrivait: «...Un idéal à poursuivre, de toute évidence.»

Il rappelle qu'existent depuis longtemps des familles d'accueil destinées à différentes couches de la population: enfants, adolescents, déficients mentaux, personnes âgées. «Ces réseaux ont fait l'objet de critiques acerbes et souvent méritées. Qu'on pense, par exemple, aux enfants «ping-pong», à ces familles d'accueil qui favorisent leurs propres enfants avant «ceux du Bien-être», etc. Il conclut: «J'ai le goût tout simplement de dire aux CSS, CSS-R compris, de commencer d'abord par raffiner, développer, améliorer leur propre réseau de familles d'accueil et après, on verra.»

Moi, j'ai envie de répliquer: pourquoi pas les deux opérations dans une? Mon correspondant cite des cas dans une région où, dit-il, on trouve la quantité mais non la qualité.

—une famille d'accueil pour patients psychiatriques a une salle de bain pour onze résidents: le couple, leurs trois grands gars, plus six patients;

—une autre offre une promiscuité plutôt gênante. De petites chambres logent deux patients, alors qu'un seul y est déjà à l'étroit;

—une autre, qui vient de fermer, heureusement, tenait les patients dans un sous-sol sombre et humide. La recette idéale pour réhabiliter des schizophrènes!

—une famille d'accueil pour personnes âgées, en haut d'un lave-autos, avec une trentaine de marches à escalader; une autre avec une cour à rebuts à l'avant et à l'arrière, et des «rideaux tout croches dans la fenêtre». Familles pourtant accréditées et reconnues par le CSS-R.

Trois scènes...

Dans l'éventualité où le MAS confierait aux CSS le mandat de protection des personnes âgées en centres d'accueil et en pavillons d'accueil, ce travailleur social envisage trois scènes:

«Scène I — On demande 25 postes — chiffres hypothétiques — mais le MAS n'en accorde que dix. Compression budgétaire. Première déception.

Scène II — Devant l'afflux de ces nouveaux postes, les CSS se sentent obligés de refaire tous leurs organigrammes. C'est un petit jeu de chaise musicale sur papier auquel aiment bien s'adonner nos administrateurs.

Scène III — Ces dix nouveaux employés, ou anciens affectés à un nouveau service, auront droit à trois superviseurs, trois supérieurs immédiats, un chef de service. Si bien que le travail de base retombera sur les épaules de un ou de deux praticiens qui seront, bien entendu, surchargés. Je caricature, mais à peine...

Il ajoute: «On procède actuellement à un démantèlement des CSS en transférant des postes aux CLSC régionaux; c'est peut-être une volonté de reprendre un certain pouvoir qui nous fait découvrir cette nouvelle ligne de service?

Serons-nous plus diligents pour les vieillards en centres d'accueil que pour ceux de nos propres familles d'accueil? J'en doute. Les foyers dénoncés fonctionnent toujours, apparemment. Les professionnels qui dénoncent sont déboutés, dit mon correspondant. Il existe un comité de protection de la jeunesse. Pourquoi pas un comité de protection de la vieillesse? Ou encore, un ombudsman des personnes âgées? (C'est moi

qui ai souligné, tant il y a longtemps que je prône cette solution).

Mon correspondant souligne: «En tant que travailleurs sociaux, nos «patrons» diront parfois «ne placez plus là, l'endroit n'est pas recommandable».

Il continue: «Il faut donc développer plus de ressources adéquates et les encourager, les supporter, leur donner un «per diem» suffisant pour permettre des jours de congé, un personnel remplaçant, etc. On ne détruit bien que ce que l'on remplace.»

«Et si nous, en tant que travailleurs sociaux, nous ne pouvons plus orienter de personnes âgées dans tel ou tel foyer, ces mêmes foyers reçoivent une clientèle, celle-là référée par des médecins, ou des infirmières, désireux de libérer des lits d'hôpitaux.»

Le problème est universel; il est de taille.

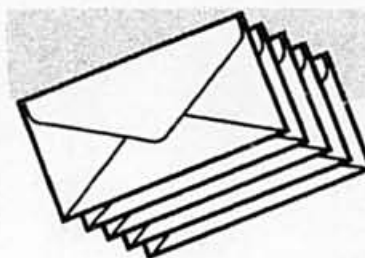
L'auteur de ces réflexions en convient et soutient, avec raison, que les comités les plus dynamiques n'empêchent pas la violence mais permettent quand même d'aider les victimes. «Encourageons ceux et celles qui font du bon travail et dénonçons ceux et celles qui abusent...», affirme-t-il.

C'est justement dans cette optique que j'ai loué les efforts du CSS-R., même si la solution la meilleure me paraît toujours un comité de protection de la vieillesse (et non seulement celle qui est en institution.)

Si seulement les associations et regroupements de personnes âgées voulaient s'unir, dans ce but, dans une action commune, oubliant leurs dissensions, la formation d'un tel comité serait possible. Il pourrait coûter très peu si l'on obtenait des fonds privés... Ce n'est pas impossible. Il nécessiterait également la collaboration des organismes et établissements du réseau des Affaires sociales ainsi que celle de bénévoles.

Enfin, une fois créé, ce comité, avec une somme relativement minime, devra être appuyé par une loi étayant son action. Sinon, le Comité ne pourrait que s'égosiller à crier sur la place publique les grandes injustices faites aux personnes âgées. Cette loi est une condition sine qua non.

C'est un tel comité que j'ai toujours réclamé et que tous les ministres successifs de la Santé ont refusé. Reste à voir ce qu'en pense le nouveau ministre des Affaires sociales, M. Guy Chevrette...



On adresse le courrier à
Claire Dutrisac
La Presse - PLUS
7, rue Saint-Jacques
Montréal, Qué. H2Y 1K9

Chère Madame,

Je voudrais souligner l'aide humaine inestimable dont ma famille et moi-même avons bénéficié lors des trois dernières semaines que maman a passées auprès de nous. Mise au courant de l'état incurable où elle se trouvait, maman, qui jusque-là voulait retourner à l'hôpital pour qu'on la guérisse, a décidé de rester avec nous, dans sa demeure. C'est alors que nous avons demandé conseil au CLSC Mercier est.

Avec diligence, la travailleuse sociale, Mme Lucie Boileau, nous a aidé à nous organiser tant sur le plan humain que matériel. Elle nous a mis en contact avec un médecin des plus dévoués, le Dr Synote, et une infirmière de l'Entr'aide Ville-Marie, garde Beaudoin, qui, par leurs visites chaleureuses, nous ont supporté moralement, ma mère et nous.

Un grand merci à ces personnes dévouées, ainsi qu'aux collègues de garde Beaudoin qui l'ont remplacée occasionnellement, et sans lesquelles nous nous serions sentis encore plus démunis et davantage isolés.

Toutes, sans exception, ont contribué à rehausser l'opinion que j'avais, en de telles circonstances, du monde médical. Au nom de Carmelle La-liberté-Sainte-Marie, décédée parmi les siens, le 15 septembre 1984, je les remercie du fond du cœur.

Michèle Ste-Marie
Saint-Lambert

R. - Je publie votre lettre avec un plaisir extrême. La reconnaissance ne court pas les rues. On connaît mieux les CLSC. Je suis contente aussi pour le médecin qui redore le blason du monde médical qui en a grand besoin. Quant aux infirmières d'Entr'aide Ville-Marie, j'ai déjà dit tout le bien que j'en pensais... et c'est encore trop peu!

Une correspondante, infirmière, me raconte un fait pénible dont elle a été témoin. Comme d'habitude, je tais le nom de l'hôpital en cause, n'ayant ni le temps ni la possibilité de vérifier les allégations de M.A.

Madame,

Le vendredi 21 décembre 1984, M. X, âgé de 84 ans, se présentait à 17h10, à l'urgence de l'hôpital Z, à Montréal, pour un oedème et douleur à la main et au bras droit. M. X est un diabétique, amputé de deux jambes et de deux doigts de la main gauche. Le petit doigt de la main droite présentait un début de gangrène depuis deux mois. J'aimerais préciser que M. X est un Noir.

On le retournait chez lui le samedi soir 22 décembre, vers minuit vingt, par ambulance.

Le lendemain après-midi, une amie, Mme Y, le retrouvait dans un état pitoyable à cause d'une incontinence urinaire et fécale. Il n'avait pas mangé ni bu depuis son retour de l'hôpital mais on le retourne chez lui sans traitement spécifique.

Le 28 décembre, j'ai retrouvé M. X très souffrant et j'ai demandé au médecin du CLSC de prescrire un calmant, ce qu'elle fit. Elle tenta en même temps de retourner le patient à l'hôpital mais se fit répondre que l'urgence était fermée. Le lendemain, soit le 29 décembre, je suis allée reconduire M. X à l'urgence. Je fus reçue très rudement par deux infirmières qui me dirent que M. X était «un cas social». J'ai demandé l'aide de l'infirmière de liaison ainsi que de la travailleuse sociale. Pendant que nous discutons, M. X était toujours dans le corridor et semblait plus ou moins conscient. Il est mort, cette nuit-là, à 2h15.

Question: est-il possible de vieillir et de mourir dignement dans ce bas monde?

R. - Il est de plus en plus difficile de vieillir et de mourir dignement dans ce bas monde qui est parfois un monde bas. Impossible? Non. La lettre qui précède la vôtre le prouve.

Votre pauvre M. X avait des «torts» (?) que la société d'aujourd'hui pardonne mal: il était noir, âgé, malade, amputé. Tout juste bon à jeter à la poubelle, si l'on en juge par la façon dont cet hôpital l'a reçu... et l'a renvoyé! Je veux croire que le facteur raciste n'a pas joué. C'est déjà assez, c'est déjà trop d'être âgé et mourant.

Dans les salles d'urgence débordées, c'est connu, on supporte mal les vieillards malades. Pas question de les laisser «encombrer» un lit pour maladies aiguës. On les renvoie chez eux, sans se soucier de ce qui les attend. Auront-ils l'aide et les soins nécessaires? Ou reviennent-ils chez eux, mourir seuls et abandonnés?

Comment peut-on affirmer aussi légèrement d'un malade qu'il s'agit d'un «cas social»? Parce qu'un vieillard n'a pas le droit de recevoir des soins et de mourir à l'hôpital? Et puisqu'on soutenait — feignons de le croire — que M. X était un «cas social», pourquoi le retourner chez lui sans rien connaître de ses conditions de vie? Ceci ressemble à un cauchemar. Racontée à télé, cette histoire ferait pleurer les gens. Dans le monde hospitalier, elle devient banale! C'est à pleurer, vous avez raison.



Pèlerinage printanier à Oka

Ci-dessus, le lac de la Sauvagine dans le parc Paul-Sauvé

C'était un dimanche de mars au soleil généreux et les collines d'Oka, encore revêtues de neige, tranchaient sur le bleu du ciel.

Les skieurs avançaient par petits groupes sur la neige mouillée du parc Paul-Sauvé, appréciant leur dernière randonnée de la saison, malgré les espaces de terre ou d'herbe qui surgissaient parfois devant eux annonçant le printemps. Quant à nous (deux adultes et deux enfants), nous avons décidé de nous rendre à pied au sommet de la colline du Calvaire, là où se trouve, à 500 pieds d'altitude,

l'un des plus anciens lieux de pèlerinage en Amérique.

Les sept chapelles du Calvaire d'Oka

Cette petite marche de 45 minutes environ allait nous faire découvrir les sept chapelles du Calvaire construites en 1740 par François Piquet «pour aviver la dévotion des Indiens à la Passion de Jésus-Christ» (écrivait Mgr Maurault en 1930) à l'époque où les Sulpiciens s'occupaient d'une mission indienne installée sur les rives du Lac-des-Deux-Montagnes. Mystérieuses et éclatantes — car elles sont blanchies à la chaux —, trois des sept chapelles sont visibles de la route 344 qui

mène au parc Paul-Sauvé: vous ne pouvez les manquer! Les quatre autres s'échelonnent le long des sentiers en lacets de la colline fort agréable à monter. Il est émouvant d'apprendre que depuis 1850, entre le 14 et le 19 septembre, des pèlerins viennent chaque année y célébrer la Fête du Calvaire.

Bien sûr, la foule est beaucoup moins nombreuse qu'elle ne l'était, par exemple en 1889, alors qu'on pouvait lire dans LA PRESSE que «30,000 pèlerins s'étaient rendus au Calvaire d'Oka».

«Regardez, des bleuets, là, dans l'arbre!», s'exclame soudain mon fils après quelques minutes d'ascension. Nous nous ap-



Petit renard roux aperçu dans le parc Paul-Sauvé, à Oka

prochons, analysons sous toutes ses coutures la grappe de petits fruits mi-séchés. Et je décide de porter à ma bouche l'un d'entre eux: encore juteux malgré les longs mois de froid, il a conservé un goût savoureux, légèrement amer... Entre mes dents, un noyau. Mais c'est un raisin! Et de rire, nous étonnant de la découverte. D'où viennent donc ces grappes de minuscules raisins qui ne peuvent avoir poussé ici, dans cet arbre qui ne ressemble pas du tout à une vigne?

Laurent Bélanger, responsable des Services à l'usager au parc Paul-Sauvé, m'en donnera la réponse plus tard: il s'agit sans doute, dit-il, de parcelles de grappes de raisins provenant d'une vigne située non loin de la colline et emportées l'automne dernier par la vent... J'oubliais que la vigne pousse au Québec. La plupart du temps à l'état sauvage.

Vieilles de 2950 millions d'années

Sur notre route, nous faisons la rencontre d'une famille. Le bébé se laisse paresseusement tirer par un bâton de ski que le papa ingénieux a fixé au manche de son traîneau, tandis que l'homme, en skis, glisse allègrement sur la neige. Pour eux, c'est aussi leur dernière randonnée à ski de la saison.

Ils semblent prendre un vif plaisir à serpenter sur les flancs de cette colline d'Oka dont la formation remonte à 2950 millions d'années. C'est à cette époque, dit-on, qu'eurent lieu les plissements internes qui soulevèrent les Laurentides; les collines d'Oka en seraient un morceau détaché et éloigné de 15 km de la bordure sud située à Saint-Canut.

Tout au long de notre montée, nous pouvons apercevoir différentes pistes d'animaux, renards roux ou écureuils par exemple, qui habitent ce magnifique territoire dont le gouvernement québécois a fait l'acqui-

sition en 1962. Un territoire de 19 km² qui comporte, outre l'érablière à chêne rouge du Calvaire — où nous nous trouvons —, une érablière argentée occupant les marécages qui ceignent la Grande Baie et la Rivière-aux-Serpents, ainsi qu'une pinède à pin blanc et une chênaie à chêne rouge peuplant, elles, le milieu sablonneux du sud du parc.

Mais ce n'est pas tout! Le parc Paul-Sauvé comporte également le lac de la Sauvagine très riche, comme son nom l'indique, en oiseaux sauvages tels le héron et le canard. Et partout, du nord au sud — jusqu'au Lac-des-Deux-Montagnes fort utilisé, l'été, par les mordus de canots, de dériveurs légers ou de planches à voile — des oiseaux à observer, passereaux ou rapaces qui vivent ici en paix! Nous nous promettons d'ailleurs d'apporter nos longues-vues dès le mois d'avril. Pour l'instant, nous prenons quelques minutes de répit, assis sur une grosse pierre, avant de terminer notre ascension.

Il fait bon, ici. Le temps s'est arrêté, semble-t-il. La petite Bé-rangère, cinq ans, se dit qu'elle n'est jamais montée aussi haut de sa vie! Nous arrivons enfin au sommet. Au pied de la montagne, le paysage baigne dans la lumière; sur l'étendue blanche se détachent arbres, plans d'eau, poste d'accueil, centre d'interprétation, voitures bien alignées et... humains qui, comme nous, fêtent l'arrivée en douceur du printemps.

Nous savourons l'instant. «Et les chapelles?» direz-vous. Vidées des bas-reliefs (sculptés par François Guernon) qui les décoraient jusqu'en 1970, elles sont toutefois touchantes dans leur simplicité. C'est toute une période de notre histoire qu'elles gardent en leurs murs blancs. J'ai envie de revenir ici régulièrement pour y méditer.

Le parc Paul-Sauvé se trouve à 50 km à l'ouest de Montréal, route 640, puis 344. Tél.: (514) 479-8337.



Trois des chapelles qui constituent la Calvaire d'Oka

Au nom du père et du fils

roman

Francine
Ouellette



Nous sommes en 1884.

Dans ces terres dures et à peine déboisées de la vallée de la Lièvre, dans les Hautes-Laurentides, vit une population qui cherche à arracher son existence à la nature inconnue et hostile. Pays encore inconnus, terre d'espérance des pauvres, des déshérités qui n'ont que leurs mains pour richesse et leur dos à user. Pays aussi où l'amour s'oppose à l'ignorance, à la haine irraisonnée, à la cruauté, celle-ci parfois entretenue au nom même de la religion.



Francine Ouellette
l'auteure

«Le mélodrame garantit l'émotion à toutes les pages et tient le lecteur en haleine pendant des heures et des heures.»

Réginald Martel — *La Presse*

«On est emporté par le courant (...) Le seul résumé d'un tel livre exigerait des pages et des pages.»

François Hébert — *Le Devoir*

«On a parfois l'impression d'être dans la grande saga à l'américaine.»

Gilbert Forest — *Livre d'ici*

EN VENTE PARTOUT

OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉ(E)S DE LA PRESSE 20% DE RÉDUCTION

COMMANDEZ PAR TÉLÉPHONE

Service rapide et efficace

285-6984

Économisez temps et argent en commandant vos livres des Éditions La Presse par téléphone. Vous n'avez qu'à composer le numéro 285-6984, donner votre numéro de carte VISA ou MASTERCARD et le tour est joué. Ce service vous est offert du lundi au vendredi de 9h à 16h. Prière de noter que les échanges et les remboursements ne sont pas acceptés.

BON DE COMMANDE

507

Veillez me faire parvenir () exemplaire(s) de «Au nom du père et du fils» au prix de 19,95\$ chacun, plus 1\$ pour frais de poste et de manutention.

() Je suis abonné(e) à LA PRESSE. Veuillez me faire parvenir () exemplaire(s) de «Au nom du père et du fils» au prix de 15,95\$ l'exemplaire, plus 1\$ pour frais de poste et de manutention.

No d'abonné(e).....

IMPORTANT: Joignez à cette commande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse, Ltée.

Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement.

MASTERCARD No.....

VISA No.....

A retourner aux:

Éditions La Presse, Ltée, 44, Saint-Antoine ouest
Montréal, Québec H2Y 1J5

NOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....

PROVINCE.....

CODE POSTAL.....

TÉL.....

TOTAL ci-joint..... (Plus 1\$ pour frais de poste et de manutention)